

1<sup>ère</sup> journée d'étude de la démarche de  
Prospective nationale de recherche urbaine, 8 septembre 2015

*L'urbain est-il vraiment généralisé  
(dans l'espace planétaire, les disciplines, les objets de recherche) ?*

Compte rendu

9h30-12h00 – Session 1 (S. Barles et F. Guérin-Pace)

*Assiste-t-on à l'urbanisation généralisée de la planète ?*

*Autour de l'ouvrage dirigé par Neil Brenner (Implosions/Explosions)*

Animateurs : Olivier Coutard (CNRS, UMR LATTIS) et Loraine Kennedy (CNRS, UMR CEIAS)

Discussions critiques des thèses développées dans l'ouvrage :

- Matthieu Giroud (UPEM, laboratoire ACP)
- Gilles Billen (CNRS, UMR METIS)
- Claude Napoleone (INRA, UR Écodéveloppement)

**Intervention de Matthieu Giroud<sup>†</sup> (UPEM, laboratoire ACP)**

Lecture critique de l'ouvrage : *Implosions/explosions. Towards a study of planetary urbanization*. Edited by Neil Brenner, Berlin, Jovis, 2014, 570p.

*(Texte communiqué par Matthieu Giroud)*

J'ai été très heureux de commencer à lire ce livre... je l'ai été tout autant de le finir ! Non pas uniquement car l'ouvrage est dense et long (plus de 570p !) mais surtout parce qu'il soulève un certain nombre de questions qui relèvent tout autant de la dynamique d'ensemble –c'est-à-dire du projet éditorial en lui-même – que du fond – à savoir la thèse défendue, largement reprise de la pensée d'Henri Lefebvre, autour de l'existence d'une urbanisation « planétaire », qualifiée au gré des chapitres de « globale », « généralisée », « complète » (terme utilisé par le penseur français), etc...

Cet ouvrage a l'ambition clairement affichée et maintes fois répétée de refondation théorique des études urbaines et donc de programmation pour la recherche urbaine contemporaine; le problème c'est qu'un tel programme aurait pu être exposé en une centaine de pages (et encore...). On a ici un ouvrage volumineux ce qui rend légitime la démarche d'en savoir un peu plus, que ce soit en termes de délimitation des objets de recherche, de réalisation concrète de la recherche, de démarche et de faisabilité. Là est de mon point de vue l'écueil principal de l'ouvrage...

**1/ Revenons d'abord sur le projet éditorial.** Cet ouvrage est vraiment difficile à classer. Il est iconoclaste –ce qui le rend intéressant !- en ce qu'il s'appuie sur 33 textes réunis en 7 parties pour nourrir la théorie de l'urbanisation planétaire, mais qui ont été écrits à des époques et donc dans des contextes différents : 11 textes « classiques d'arrière plan », écrits entre 1970 et 2007, dont 2 de Lefebvre, en ouverture et en clôture du livre ; 14 « textes récents » écrits entre 2011 et 2013 ; 8 « textes de commande en vue de l'ouvrage ». On a du coup un ensemble assez hétérogène, dont l'épaisseur temporelle a pour but d'asseoir la légitimité non pas de l'ouvrage lui-même mais de l'entreprise de refonte théorique qu'il comporte. Mais cette hétérogénéité n'est que de façade puisque tous les textes, essais ou articles plus « empiriques », s'articulent logiquement autour de la thèse de l'urbanisation planétaire, et pourrais-je dire aussi, du « mythe » que constitue désormais la pensée d'Henri Lefebvre chez nos collègues anglophones. Cette construction éditoriale tout à fait originale et cette apparente cohérence de fond ont à mon sens deux principaux défauts : l'ensemble apparaît extrêmement répétitif, notamment dans les références à certains auteurs « classiques » comme Lefebvre bien entendu, mais aussi Castells, Harvey ou Soja, et donc sur l'exposé d'idées très générales qui sont passées sur la période d'un auteur à l'autre. L'ouvrage offre en effet un très bon concentré de l'art de certains penseurs anglophones d'écrire sur ce que d'autres ont déjà écrit... L'autre écueil concerne l'apparente univocité programmatique et pragmatique de l'ensemble : quelques nuances apparaissent ici ou là (sur l'importance de continuer à penser, dans certaines circonstances, le concept de « ville » par exemple), mais globalement, l'ouvrage écarte toute opposition et controverse possibles, tout comme il occulte artificiellement et donc trop rapidement les désaccords théoriques qui existent pourtant entre certains auteurs (entre Harvey et Soja par exemple). On a donc ici

un ouvrage qui n'est ni un reader, ni un essai, ni un ouvrage de recherche, même si ce livre sert de fait de tribune aux réflexions et résultats de l'équipe de Neil Brenner à Harvard (Urban Theory Lab) ou de celle de Christian Schmid à Zurich (ETH Studio Basel) ; un ouvrage à la fois très lisse dans sa logique et la nature de ses contradictions internes, et potentiellement source de controverse puisqu'il a pour réelle ambition de jeter un « pavé dans la marre » des études urbaines.

**2/Pour Brenner et certains autres auteurs de l'ouvrage, l'aggiornamento doit être théorique pour qu'il puisse être politique !** Ou pour le dire autrement, pour pouvoir *tout simplement* envisager ce qui constitue la condition urbaine mondiale -« the contemporary global urban condition (p.334) »- et penser les alternatives du point de vue économique (au capitalisme) et politique, il est urgent pour les études urbaines de s'affranchir de toute une panoplie de catégories et de concepts désormais dépassés mais surtout néfastes car extrêmement performants auprès des agents de la sphère techno-politique. L'ouvrage enjoint ainsi à délaisser toutes les catégories qui distinguaient un « urbain » d'un « rural », toutes celles qui décrivent un type d'emplacement circonscrit – la « ville », la métropole, la mégalopole, la région urbaine ou métropolitaine, l'edge city, etc ; bref de délaisser le discret pour le continu, de remplacer le lieu par le processus (p. 382), de substituer le figé par le dynamique. Et les propositions –parmi d'autres- faites par Henri Lefebvre en 1970 sont parfaitement valables aujourd'hui : la « société urbaine » -« la société qui résulte de l'urbanisation complète de la société « aujourd'hui virtuelle, demain réelle » (p.1, 1970)- ou sa déclinaison spatiale, le « tissu urbain » -qui désigne l'ensemble des manifestations de la prédominance de la ville sur la campagne » (p. 10, 1970) représentent deux des principaux concepts à mobiliser.

Privilégier un nouveau lexique pour décrire les processus d'urbanisation (ce sur quoi l'ouvrage est convaincant), mais aussi de nouvelles façons de les visionner ou de les analyser (ce sur quoi l'ouvrage l'est beaucoup moins !) est la condition *sine qua non* pour pouvoir saisir et comprendre les géographies instables et évolutives et les formes de différenciation socio-spatiale produites par le capitalisme du début du XXI<sup>e</sup> siècle. Là se situe le **premier niveau de critique d'ordre politique** du projet de Brenner : analyser les formes et les processus associés au développement spatial –qualifié d'urbanisation- de l'économie capitaliste ; une urbanisation certes inégale mais complète du capital qui comporte dialectiquement des dynamiques « d'implosion » (processus de concentration et d'agglomération) et « d'explosion » des espaces urbains (concept d'urbanisation étendue/diffuse – p.333 ; extension du tissu urbain ; interconnexion entre les lieux et les échelles) ; ainsi que des processus de destruction et de création spatiales (ce que traduit le concept de *destruction créatrice* que David Harvey a repris à l'économiste Schumpeter).

**Le second niveau de critique politique** portée par la refonte théorique proposée s'attaque à la causalité entre « diagnostic » de l'état urbain du monde et mise en œuvre concrète de politiques publiques. Pour plusieurs auteurs de l'ouvrage et en particulier N. Brenner, les concepts qui délimitent et circonscrivent le réel urbain propagent une vision erronée du monde largement relayée par les experts qui nourrissent l'action des organisations internationales et des gouvernements publics. L'enjeu est donc d'abord de déconstruire ces visions « techno-scientifiques » de l'urbanisation du monde (autour du paradigme de « l'âge urbain ») et les politiques qui en découlent, - notamment celles qui consistent à toujours plus de concentration d'équipements, d'investissements, de populations dans les métropoles les plus prospères économiquement, ou à privilégier la néolibéralisation de l'aménagement urbain. Mais il s'agit aussi de proposer une vision *autre*, capable de faire émerger d'autres problématiques, de mettre en valeurs de nouvelles « différences » (Schmid, p. 426) qui « traitées » politiquement et stratégiquement pourraient mener à davantage d'équité territoriale et sociale. L'important n'est pas tant le constat de l'existence d'une urbanisation à l'échelle planétaire – au fond une telle thèse est connue et défendue tout au long de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle par de multiples penseurs, urbanistes, philosophes aussi variés qu'Howard, Geddes, Doxiadis ou Fuller – que d'interroger à la fois les fondements idéologiques sur lesquelles elle repose et les versions politiques qu'on en a déclinées. C'est précisément en cela que des auteurs –tous cités dans l'ouvrage- comme Jurgen Habermas, Herbert Marcuse, Jean-Luc Nancy et bien entendu H. Lefebvre apparaissent comme des précurseurs (voir l'excellent article de Nikos Katsikis intitulé « Deux approches du « management mondial » : C. A. Doxiadis et R. B Fuller, p. 480). L'attaque de ce dernier porte précisément sur l'idéologie techno-scientifique qui sous-tend l'expertise, cette « technoscience » influente faite de descriptions statistiques et cartographiques qui ignore les contextes sociaux, économiques et politiques et les conflits que l'urbanisation planétaire provoquent : pour Lefebvre et donc pour Brenner, au contraire, l'espace n'est pas neutre politiquement mais profondément idéologique et donc stratégique.

Ceci nous amène au **troisième niveau de critique politique** du projet de Brenner. Promouvoir, à travers un nouvel outillage théorique, l'urbanisation planétaire conduit à reconnecter du double point de vue analytique et stratégique, les différentes formes de « dépossession » produites par le capitalisme et sa quête

effrénée d'accumulation, et donc, par là, les différentes forces qui les contestent (p. 199). Puisqu'elles partagent une même « condition » urbaine faite de dépossession, d'éviction, de fermeture, d'injustice, de destructions créatrices, les luttes des paysans, des petits propriétaires terriens, des populations indigènes doivent être rapprochées de celles menées dans les espaces de la concentration, par exemple par les indignés ou le mouvement occupy. C'est précisément en cela que, dans le sillage de Lefebvre, les auteurs insistent sur le fait que la révolution sera forcément « urbaine »...

**Dernier élément ici de critique politique**, certes un peu décalé, quoi que... : l'ambition théorique clairement affichée de cet ouvrage est une attaque à ce que Brenner mais aussi Andy Merrefield appellent la « tradition empiriste positiviste », non seulement celle déjà évoquée des experts et des technocrates fascinés par la quantification et sa prétendue objectivité, mais aussi celle des chercheurs en sciences sociales qui « privilégient les investigations concrètes et la production de représentations graphiques plutôt que d'interroger les présupposés conceptuels qui les fondent » (p. 331). Tous –experts, technocrates, chercheurs- participent au même système. Et un des rouages de ce système concerne les dispositifs de financement de la recherche publique qui privilégient la collecte de données empiriques (« priorization of empirical data » p.388) dans le seul but de fournir les experts économiques et politiques, publics ou privés. Ceci constitue une approche dominante de ce qu'est « faire de la recherche » -amasser des données- et elle s'est imposée au dépend d'une pensée approfondie des phénomènes, qui implique formulation de concepts et engagement politique. Dans un tel contexte, et même si la théorisation « pure », c'est-à-dire sans contenu, soulève quelques questions, faire de la théorie relève d'une posture de recherche subversive. Je dois reconnaître qu'un tel plaidoyer m'a fortement interrogé tant on sait par ailleurs à quel point les chercheurs, même « critiques », en sciences sociales sont contraints par des politiques universitaires et éditoriales qui poussent à la publication et aux performances bibliométriques. Et la solution dans cette course à la publication est précisément de faire de la théorie, puisque la théorie ne force pas à se confronter au terrain, ce qui, on le sait, demande du temps. Le résultat est souvent décevant ou du moins frustrant, avec des articles très solides théoriquement mais pauvres méthodologiquement et empiriquement. Pour moi, cet ouvrage témoigne quand même d'une telle contradiction. Théoriser c'est convaincre par la démonstration, c'est entretenir une relation –qui peut être dialectique ou non- avec les faits, et qui peut être médiatisée par des postures d'observation. Or, ici, une telle relation apparaît trop souvent dominée par l'abstraction, la spéculation ou par un manque de précision ; ce qui pose bien sûr la question de sa légitimité (un bon exemple : les résultats des travaux de l'équipe de C. Schmid sur la visualisation d'une typologie renouvelée des espaces urbanisés en Suisse ; typologie qui s'appuie sur des données qualitatives et de terrain -p.407- et non statistiques, mais dont les critères ne sont pas présentés : quels sont les signes du processus d'urbanisation qui ont été traqués par l'observation de terrain ?).

3/Cette contradiction, ce décalage entre méta-théorisation et concrétisation de la recherche m'amène pour finir à poser quelques pistes de discussion dans une perspective **de prospective nationale de la recherche urbaine** :

- **il apparaît important d'étudier de plus près les processus qui conduisent au passage du « non-urbain » à « l'urbain »**, ou pour le dire avec les mots de Lefebvre, de dépasser l'étude des formes urbaines **pour atteindre celle des processus d'urbanisation, et ce à toutes les échelles spatiales** : un seul texte dans l'ouvrage, très intéressant au demeurant, celui d'Alvaro Sévilla-Buitrago de l'université polytechnique de Madrid, aborde cette question, pourtant fondatrice de la thèse défendue. Il porte sur le processus de remembrement (« enclosure ») de la campagne britannique comme forme d'« urbanisation étendue » (concept introduit par Roberto Luis Monte-Mor, un autre auteur de l'ouvrage). Il s'agit donc d'étudier « les processus d'urbanisation dans leur totalité », ce qui doit enjoindre, si l'on suit la proposition de David Wachsmuth (p. 377-378) à délaisser toute forme de *cityism* méthodologique (dont l'écueil est d'isoler et de naturaliser la ville dans l'étude des processus urbains, alors que la non-ville est tout aussi significative). **Mais il s'agit aussi de regarder de plus près « les différences dans la nature de l'urbain »** (Schmid, p.406). Même si en l'état, l'ouvrage manque d'éléments concrets d'analyse de ces processus d'urbanisation dans toute leur variété, une phrase de John Friedman en conclusion de l'ouvrage ouvre une piste bienvenue : « 'Devenir urbain' peut être le terme descriptif général, mais ce qui en fin de compte importe le plus réside dans les **histoires de détail** : quels sont les acteurs engagés, les conditions institutionnelles réunies, les 'pourquoi' et les 'comment' qui font que les processus du phénomène étudié convergent ou divergent ? » (p. 559). D'un point de vue méthodologique, Friedman –tout comme d'autres auteurs du livre- considèrent que seule la démarche comparative permet alors d'identifier « les différences de processus similaires » et donc d'en tirer des interprétations convaincantes. Encore faut-il s'entendre sur ce qu'est une telle démarche qui a, si l'on revient dans le contexte français, été souvent promue dans les

appels d'offre de l'ANR, mais qui a souvent –bien heureusement pas toujours !- abouti à la compilation de recherches individuelles menées en parallèle, sans croisement méthodologique ou analytique préalable.

Sans l'étude de ces différences, des écarts d'intensité du processus d'urbanisation et surtout de ses effets sociaux, la thèse de l'urbanisation planétaire me semble en tout cas sous la menace d'un processus de fétichisation (ce que traduit quelque peu l'ouvrage), de dilution (propre à certaines postures post-structuralistes), d'une perte de sa substance et de son pouvoir heuristique (au sens d'art d'inventer).

**- seconde piste qui découle de ce qui vient d'être dit : en plus de travailler sur ce qui fait la « condition urbaine », ne faudrait-il pas aussi observer avec attention ce qui constitue dans ces nouvelles conditions l'« expérience urbaine »** (cf. titre ouvrage de David Harvey, 1989) des populations ? : Comment l'urbain (au sens de la théorie de l'ouvrage) est-il concrètement appréhendé, approprié et produit par les populations et les individus ? Comment « l'urbain » façonné par les nouvelles logiques et exigences du capitalisme contemporain est-il subi, retravaillé, contourné, détourné, combattu par les gens « ordinaires » ? Certes on peut apporter quelques éléments de réponses, comme le font par exemple David Madden et A. Merrefield dans l'ouvrage, en utilisant les théories et les concepts des études sur les mouvements sociaux (que ce soit en termes de Droit à la ville – voir la très bonne critique de Merrefield, « too vast and too narrow » ; ou de *politics of the encounter*, « square the lived and the historical », p. 529-530) ; mais il me semble que l'expérience urbaine qui mérite aussi attention est celle qui traverse le quotidien, la banalité, l'habitude ou l'inattendu, le répété comme l'instantané. Nous ne sommes pas « urbains » de la même façon que l'on réside dans le 16<sup>e</sup> arrondissement de Paris, au Blanc Mesnil, au Creusot, à Arcachon ou dans un village du Massif Central. Nous ne sommes surtout pas « urbains » de la même façon que l'on appartienne aux classes dominantes ou aux franges défavorisées ! Etudier les processus d'urbanisation ne peut écarter cette dimension structurante de la question sociale que constituent les pratiques spatiales et les modes d'appropriation de l'urbain. Sur ce point, l'ouvrage apparaît malheureusement assez indigent : les rares travaux empiriques exposés s'appuient sur des vues surplombantes, des cartographies figées (problème reconnu par N. Brenner, p. 454), des « vues du ciel » - se rapprochant parfois de celles-là même que Lefebvre n'a cessé de critiquer. Il est pourtant fait référence par C. Schmid en début de l'ouvrage (p. 75, p. 163) de la grille lefebvrienne de la production de l'espace (espace perçu-conçu-vécu), mais on perd malheureusement très vite sa trace.

Il me semble qu'un concept comme celui « d'expérience urbaine » (qui n'est pas nouveau !) permet de tenir en tension, à travers la médiation du niveau méso « urbain », les transformations structurelles globales (celles du capitalisme contemporain) et leur « réception » (dont le sens est très large) par les populations. Et donc d'articuler deux traditions théoriques, dont l'opposition apparaît souvent stérile, à savoir structuralisme et phénoménologie (ce qu'a d'ailleurs me semble-t-il tenté de faire Lefebvre il y a plus de 60 ans avec son concept de vie quotidienne).

**- pour conclure, il reste une question fondamentale : que faire face à un tel programme et à une telle ambition théorique ?** Devons-nous nous contenter de l'amender comme nous tentons de fait de le faire ici ? Quelle autre alternative théorique ou « carte cognitive des formations urbaines émergentes » pour citer Brenner (« cognitive map of emergent urbanizing formations », p. 331) pouvons nous y opposer et défendre ? En existe-t-il d'autres ? Dans son dernier ouvrage *Expulsions. Brutality and complexity in the global economy*, paru la même année que celui de N. Brenner, S. Sassen, semble, tout en mobilisant un lexique différent (celui de l'expulsion), aboutir à des conclusions assez similaires que celles de son collègue d'Harvard... Et puis –question d'ailleurs soulevée par N. Brenner lui-même (p. 185-186 et 197)- si l'urbain est partout, que reste-t-il de la spécificité d'un champ intellectuel couvert par une recherche dite « urbaine » ?

**Il me semble que tenter de répondre à ces interrogations conclusives représente certainement l'un de nos chantiers du jour...**

## Intervention de Gilles Billen (CNRS, UMR METIS)

### L'urbanisation généralisée – le regard de la biogéochimie territoriale

(Illustrations extraites de la présentation de Gilles Billen)

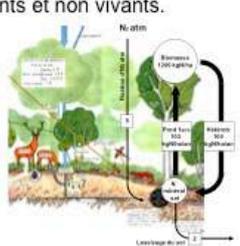
La biogéochimie territoriale étudie les échanges de matière au sein de et entre les territoires. La ville peut être analysée de ce point de vue et être considérée comme un territoire biogéochimique particulier, si on suit la définition qu'en donne François Ascher : « Une ville est un regroupement de populations qui ne produisent pas elles-mêmes leur moyen de subsistance alimentaire »<sup>1</sup>. Dans cette perspective, le développement des villes est lié au développement de la capacité d'un territoire rural extérieur, proche ou lointain, à produire un surplus alimentaire, et à l'exporter vers la ville. Cet hinterland rural est structuré par les relations qu'il entretient avec elle.

Ceci a deux conséquences :

- 1) la ville naît d'un processus de ségrégation spatiale des fonctions biogéochimiques : elle est hétérotrophe tandis que l'hinterland rural est autotrophe ;
- 2) Il existe en ville et en milieu rural des populations humaines distinctes, différant par le système social dans lequel elles évoluent, comme le montre Henri Mendras dans *Les Sociétés Paysannes* (1976) au sein desquelles il met en avant l'importance du groupe domestique, le système économique d'autarcie relative, l'autonomie relative vis-à-vis de la société englobante qui la domine mais accepte son originalité, l'importance de la médiation des notables vis-à-vis de la société englobante.

### Biogéochimie territoriale?

La **Biogéochimie** décrit le fonctionnement des écosystèmes sous l'angle des transferts de matière entre leurs constituants vivants et non vivants.

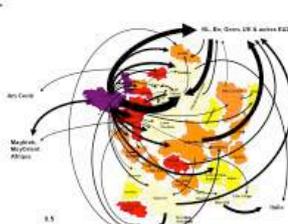


Un **Territoire** est un espace géographique investi par une société humaine. Il est constitué d'une mosaïque d'écosystèmes, largement façonnés par l'action humaine, qui échangent de la matière entre eux et avec l'extérieur.



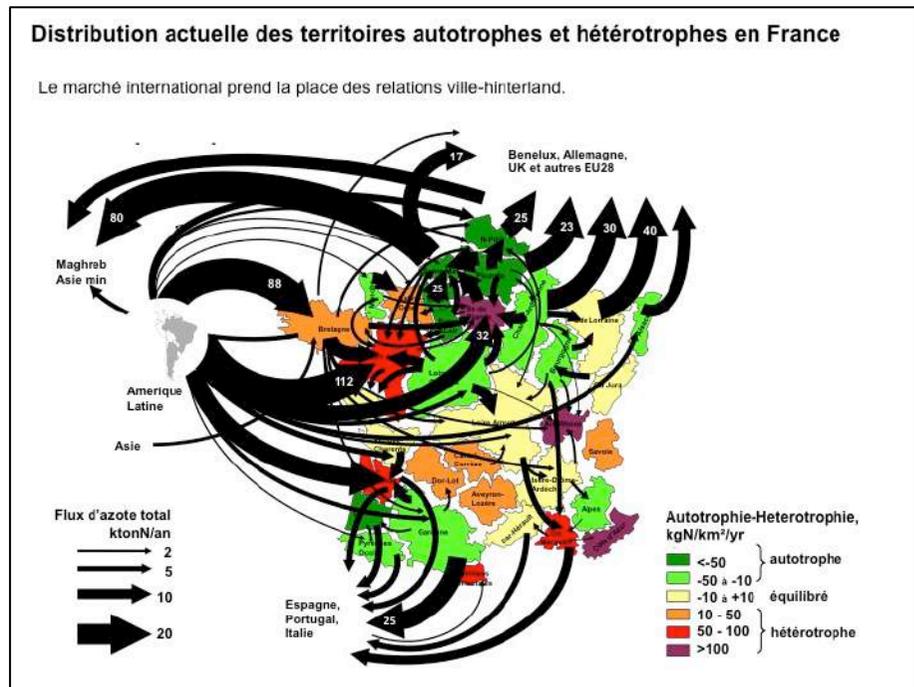
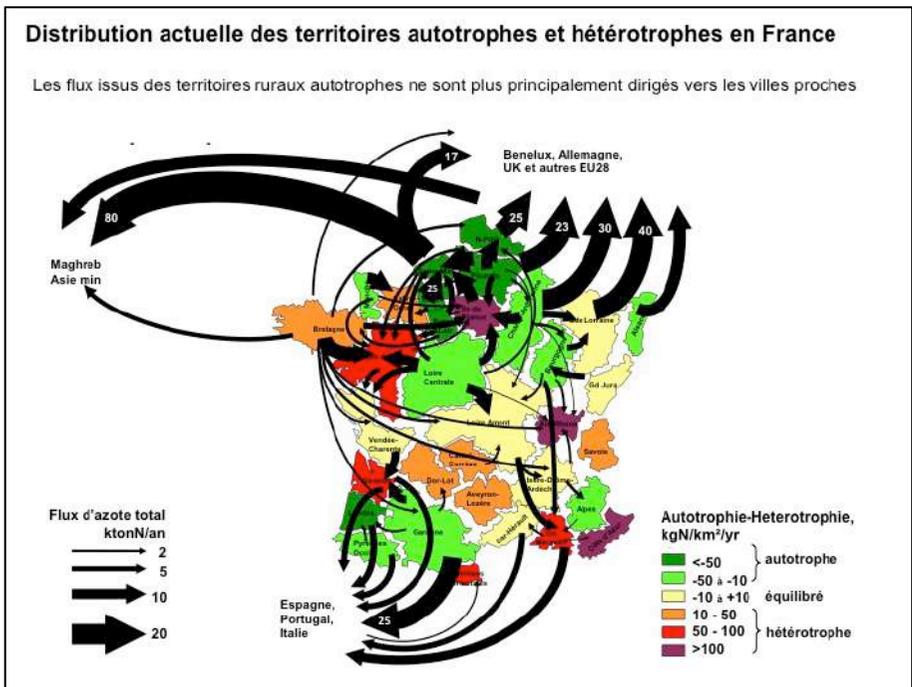
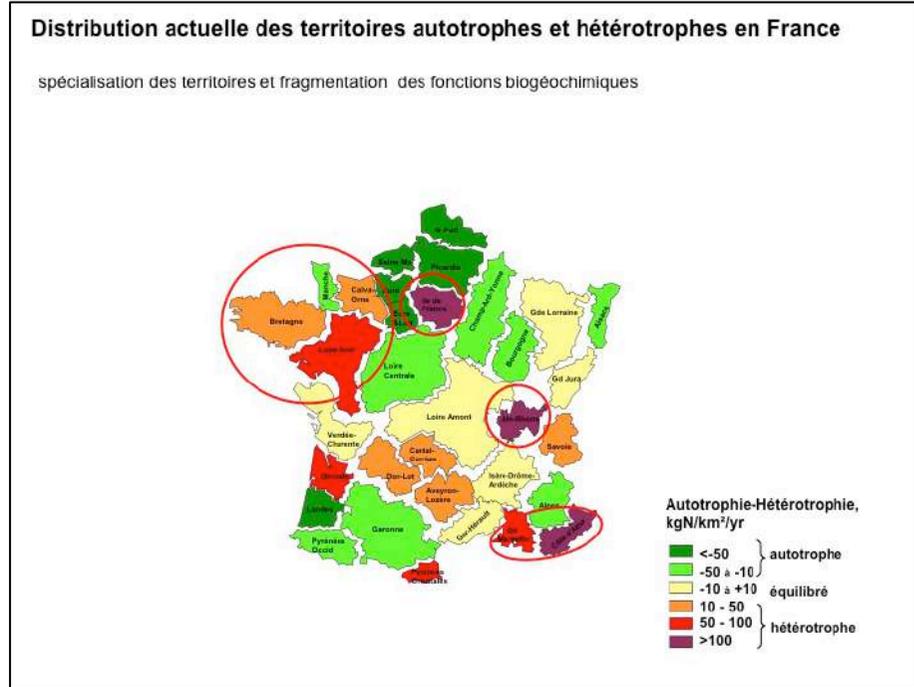
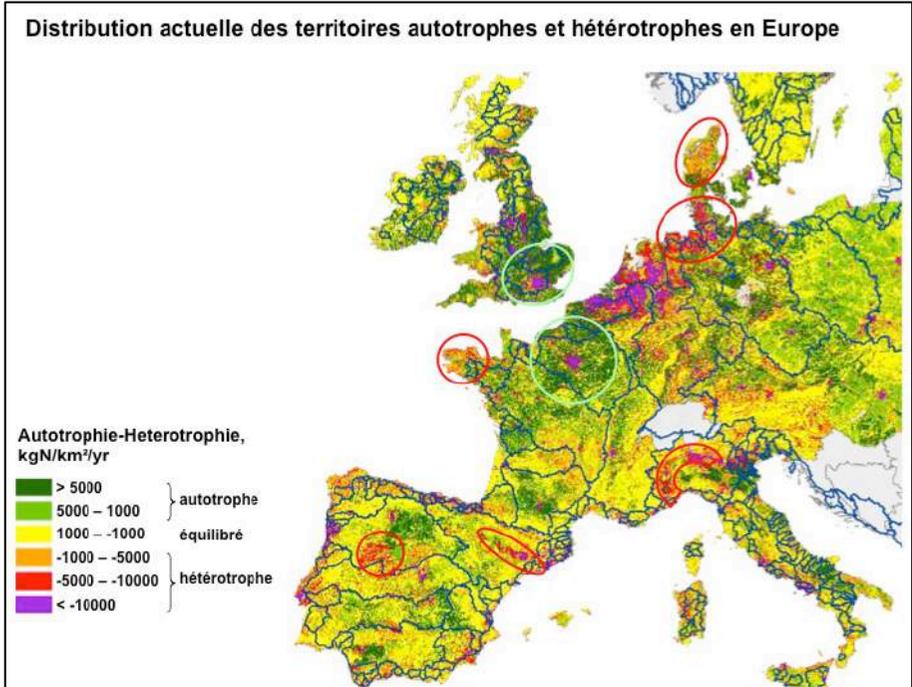
La **Biogéochimie territoriale** décrit ces échanges et étudie les mécanismes, physiques, biologiques ou socio-politiques qui les gouvernent.

Les flux de matière sont à la fois la condition et l'expression des relations sociales dans le territoire.

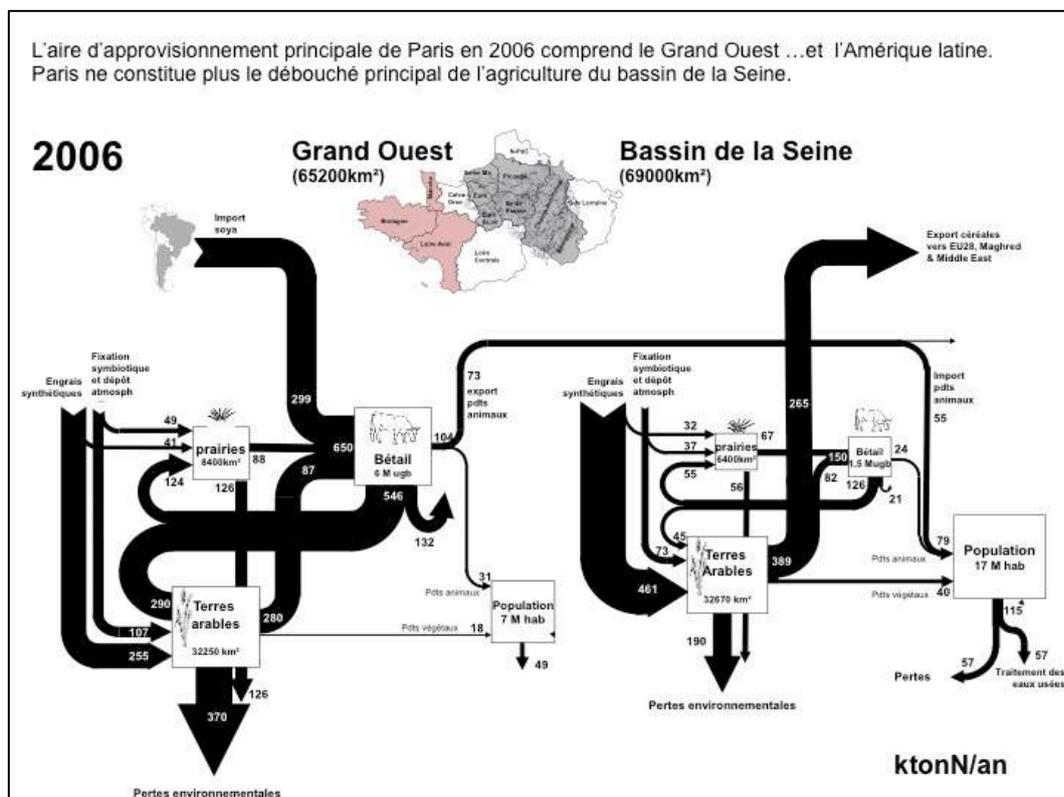
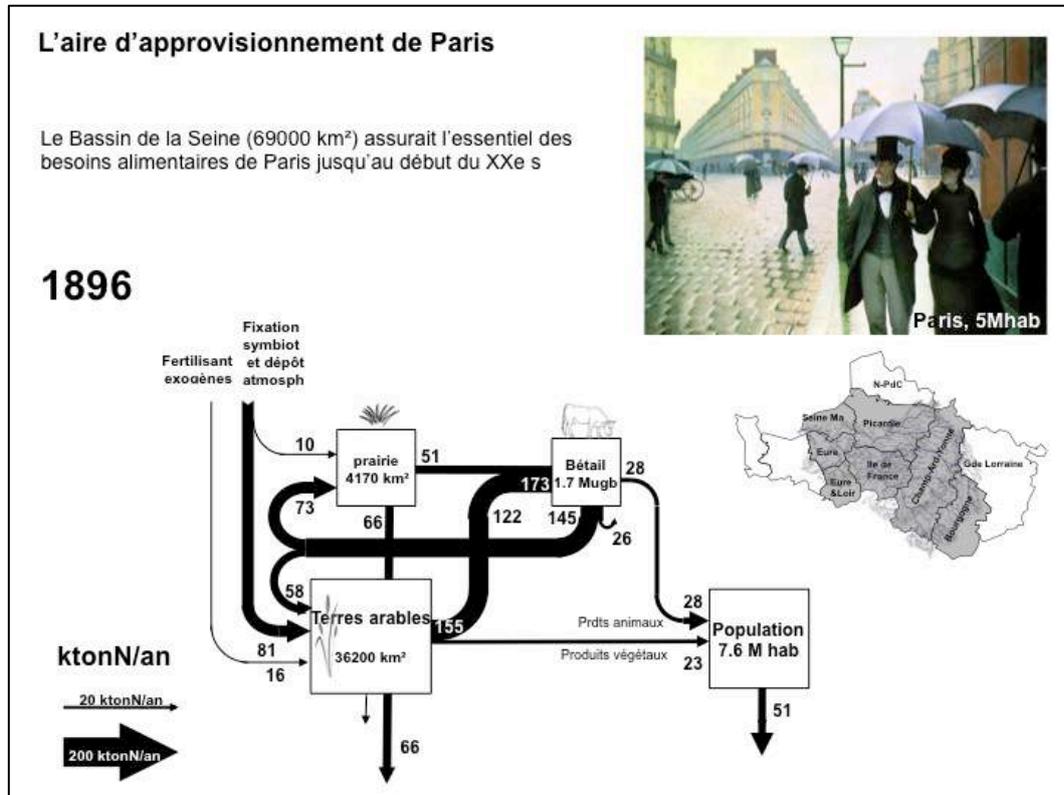


Cette analyse est vérifiée par de nombreuses études historiques et rejoint celle de Von Thünen. Elle semble à nuancer aujourd'hui : lorsque l'on cartographie l'intensité de la fonction autotrophe et hétérotrophe à l'échelle de l'Europe par exemple, on voit bien les grandes villes, mais on voit aussi des zones très hétérotrophes qui ne sont pas des villes mais des zones d'élevage intensif : on ne distingue plus les villes à travers ce critère d'hétérotrophie. On observe une fragmentation des fonctions biogéochimiques, les flux n'étant plus dirigés vers les zones urbaines mais vers les marchés internationaux, si bien que l'hinterland disparaît. Il y a donc éclatement des fonctions biogéochimiques au-delà de la relation ville-hinterland.

<sup>1</sup> F. Ascher, *Les nouveaux principes de l'urbanisme*, La Tour d'Aigues, L'Aube, 2001.

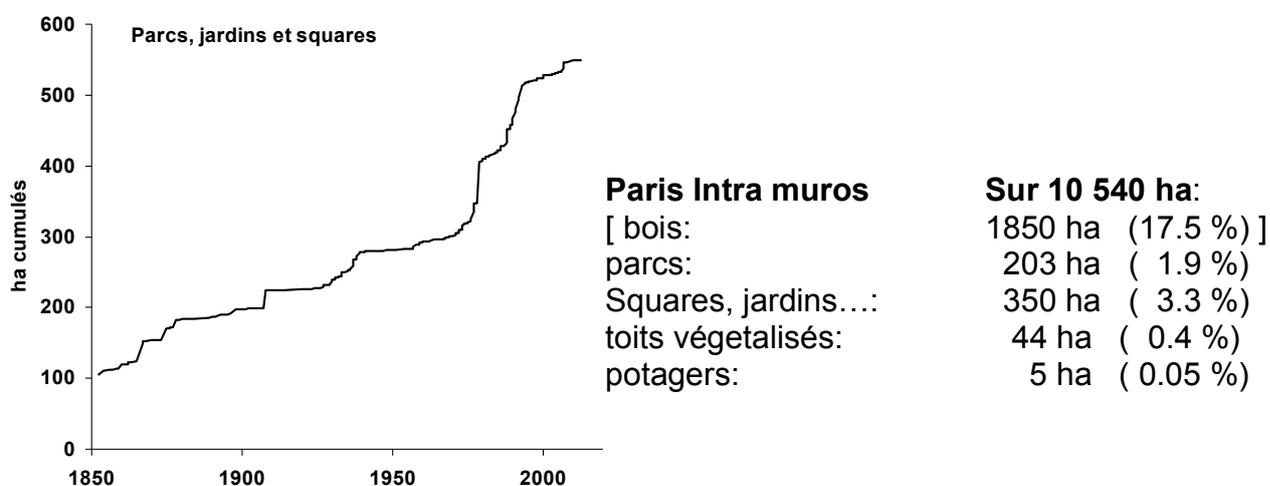


Si l'on considère l'agglomération parisienne, on constate que jusqu'au début du XXe siècle elle pouvait être nourrie par le bassin, tandis qu'actuellement elle dépend en partie de territoires extérieurs au bassin de la Seine, en particulier le grand ouest pour le bétail et l'Amérique latine pour les aliments de ce bétail. Simultanément, le bassin exporte bien ailleurs qu'à Paris.



Le critère de distribution des fonctions hétérotrophe et autotrophe n'est donc plus opératoire pour distinguer l'urbain du rural parce que l'éclatement et la fragmentation qui accompagne la spécialisation territoriale s'est étendue à l'hinterland lui-même. La ville cesse de structurer son hinterland, c'est le marché international qui le contrôle. La fragmentation et la délocalisation sont ainsi généralisées. Ceci s'accompagne d'une uniformisation des modes de vie de production et de consommation, y compris entre urbains et ruraux, si bien que le monde rural est paradoxalement desservi par les mêmes voies d'approvisionnement que le monde urbain.

À cette vague centrifuge, des forces centripètes antagonistes se développent-elles ? À côté de la revendication du *Droit à la Ville* et sa recherche de citoyenneté, émerge celle d'un contrôle citoyen de l'approvisionnement alimentaire... un *Droit à l'Hinterland* ? Dans cette perspective, les AMAP, les initiatives du type renvoyant au manger local constituent des lieux de confrontation et de négociation entre l'urbain et ce qui faisait dans le passé l'hinterland. S'y ajoute la volonté de réintégration de fonctions d'autotrophie dans la ville, dont l'effet sur les flux demeure néanmoins faible (137 ha de potagers urbains en Île-de-France correspondant à la consommation de légumes de 1 % de la population).



En conclusion, dans l'expression « Urbanisation généralisée », la biogéochimie entend : la ségrégation spatiale et déconnexion des fonctions biogéochimiques, la spécialisation fonctionnelle des territoires et l'uniformisation des modes de production et de consommation et d'approvisionnement, des modes de vie. À l'encontre de ces forces centrifuges très puissantes émergent des mouvements centripètes, visant à la reconnexion des fonctions la plurifonctionnalité des territoires et la diversité des modes de vie. Ceux-ci demeurent encore marginaux.

### Intervention de Claude Napoleone (INRA, UR Écodéveloppement)

Hégémonie croissante de la condition urbaine ?

*(Texte communiqué par Claude Napoleone, complété par les notes prises en séance, illustrations extraites de la présentation de Claude Napoleone)*

Les auteurs considèrent principalement la question de la démographie urbaine et en concluent une relation de pouvoir, à travers les villes qui deviennent des centres de décision hypertrophiés (Henri Lefebvre). Les sociétés deviennent urbaines (80% chez nous – 50% dans le monde). Les centres de décision sont urbains et prévalent aux choix des sociétés, y compris pour ce qui est de l'agriculture (la PAC par exemple) ou de la nature (les parcs). La technocratie de la PAC est en effet urbaine, de même pour les parcs naturels ; tout ceci n'est pas à remettre en cause.

Toutefois, j'ai trois réserves :

1/ Comment évaluer ce qui a changé, au-delà de la démographie ? Max Weber sur la ville : depuis longtemps la ville exerce un contrôle sur son espace d'approvisionnement, qu'il soit plus ou moins loin. Les bourgeois au moyen âge – les villas des patriciens dans la Rome antique... Ce qui a changé,

objectivement, c'est la démographie. Mais si l'on considère les espaces ruraux en eux-mêmes, qu'est ce qui change s'il y a plus de monde en ville ? La taille des marchés de denrées – mais est-ce un objet strictement urbain ?

2/ Est-ce que cela constitue un fait social total au sens de Mauss ? L'hypothèse d'urbanisation généralisée signifie que l'ensemble de la société et de ses institutions est principalement déterminé par ce phénomène. Or, il y a des éléments qui viennent des sociétés et qui ne sont pas strictement attachés au fait urbain. Le changement de régime alimentaire, par exemple => Le grand remplacement de la céréaliculture par l'élevage au moyen âge dans le sud et l'Est méditerranéen est le fruit d'une évolution de croyances internes à des sociétés rurales, pas d'une décision murie dans une cité. De même, les changements actuels de régime alimentaire constituent-ils un fait urbain ou rural ? Ni l'un ni l'autre, les différences sont ailleurs.

Et quid de tout cela dès lors que l'on considère l'espace ? Il y a des éléments qui viennent de la nature, qui conditionnent l'avenir des sociétés et qui n'ont pas été choisis ou bien orientés par un fait urbain (les catastrophes naturelles par exemple).

3/ Quel intérêt opératoire ? Si l'on veut intervenir au fin fond de l'Amazonie et que l'on considère que tout est urbain, cela veut dire que le déterminant principal de l'usage du sol de ce lieu est quelque part dans un centre de décision urbain... C'est juste si une décision de défrichage a été prise à Brasilia pour soutenir l'élevage, par exemple ; c'est faux si rien n'est décidé et que l'évolution du milieu est conditionnée par des dynamiques écologiques localisées.

De fait. Si l'on considère l'espace plutôt que la démographie, la ville n'est rien : la NASA<sup>2</sup> estimait, en 2000 que la part urbanisée dans le monde représentait 0,5 % de la surface de la planète (en France 6 %). Tout est donc question d'indicateur. Si l'on change d'indicateur (le centre de pouvoir) et que l'on prenne les implantations physiques des entreprises, les industries extractives ou polluantes ne sont souvent pas urbaines, par exemple. Si l'on prend le chiffre d'affaire, les fabricants d'intrants ne sont pas une filière urbaine. Il en va de même lorsque l'on considère le lieu de pouvoir : si l'on prend la PAC, 80 % des aides vont à 20 % de la filière, c'est donc le résultat d'un jeu de pouvoir interne au monde agricole !

Plutôt qu'une approche en termes de pouvoir et de démographie voire d'hégémonie, je préfère m'en tenir à une approche en termes de concurrence des vocations : ce qui est urbain est là où la vocation urbaine prévaut sur les autres – pas obligatoirement pour construire (tourisme). Détermination des usages.

- La ville peut être à la campagne (les zones de compensation)
- La campagne peut être en ville (les maraîchers dans les zones inondables d'Avignon).

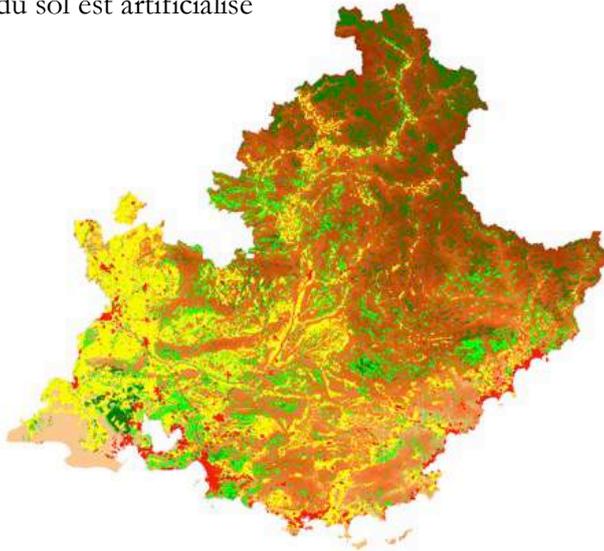
De fait, la représentation de phénomène dépend de la question que l'on se pose. Voir diapos ci-dessous ? La ville peut avoir l'hégémonie sur la destination du sol par le prix (si un agriculteur achète, c'est pour pouvoir revendre dans quelques années quand ce sera constructible). Dans ce cas, ce sont 45 % du territoire au sein desquels l'agriculture (végétale) effectivement dans une situation létale.

Ma proposition : tout est rural : la ville n'existe que parce qu'il y a une agriculture qui exporte un surplus consommable par les urbains.

---

<sup>2</sup> Seto K.C., B. Güneralp and L.R. Hutyra. Global forecasts of urban expansion to 2030 and direct impacts on biodiversity and carbon pools. Pnas - <http://www.pnas.org/content/109/40/16083.full.pdf>.

6 % du sol est artificialisé

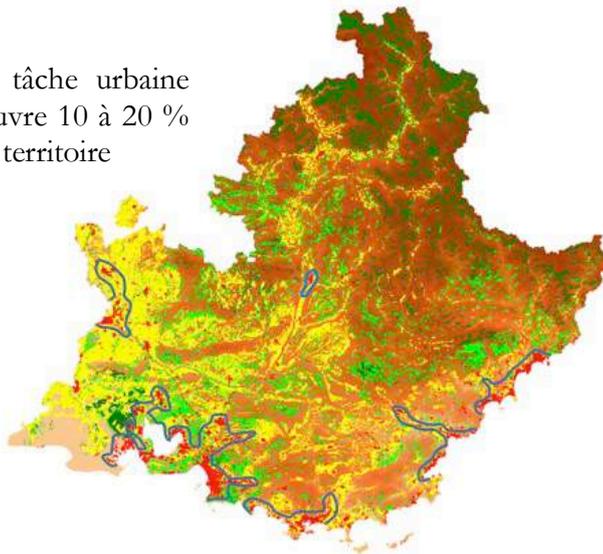


OCCUPATION DU SOL EN PACA

- Zone artificialisée
- Production végétale
- Landes subalpines
- Maquis et garrigues
- Pâturages naturels

Sources  
Claude Napoléone

La tâche urbaine couvre 10 à 20 % du territoire

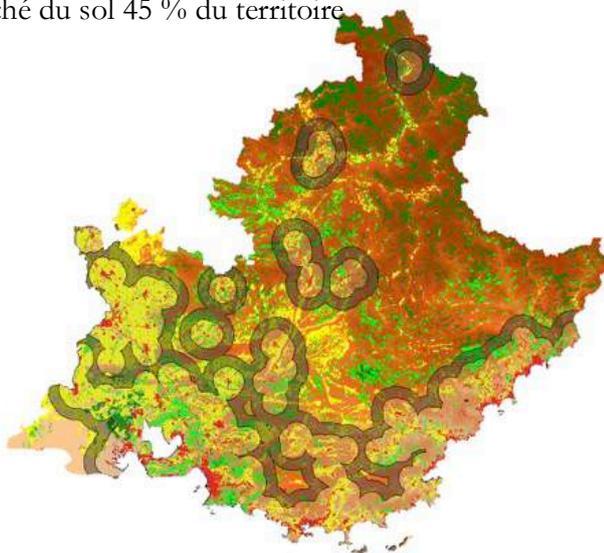


OCCUPATION DU SOL EN PACA

- Zone artificialisée
- Production végétale
- Landes subalpines
- Maquis et garrigues
- Pâturages naturels

Sources  
Claude Napoléone

Marché du sol 45 % du territoire



OCCUPATION DU SOL EN PACA

- Périphérie urbaine 5 km (1 000 000 Ha)
- Périphérie urbaine 10 km (1 600 000 Ha)
- Zone artificialisée
- Production végétale
- Landes subalpines
- Maquis et garrigues
- Pâturages naturels

Sources  
Claude Napoléone

Part de périphérie urbaine à 10 Km dans la production végétale : 70 %



## Discussion

### Jacques Stambouli

1) Importance de travailler sur la longue durée : Marseille a 26 siècles, Cadix, 30 siècles, Ur 50 siècles, aux USA : 5 à 6 siècles au maximum, travailler sur la longue durée permet de comprendre que les lois ou systèmes varient en fonction de différentes périodes historiques pour observer les phénomènes urbains.

2) Gilles Billen raisonne en termes de système, écosystèmes, selon un langage commun aux économistes, aux ingénieurs et aux géographes : c'est un bon langage qui permet d'associer différentes disciplines car la ville est un objet pluridisciplinaire. Je n'ai jamais été persuadé que la thèse de Lefebvre sur le fait total ou l'urbanisation généralisée car la ville a besoin d'un espace rural et d'un espace naturel.

3) les questions qui nous sont posées aujourd'hui : comment le système urbain (éco, socio, géo) peut-il évoluer dans le cadre d'un système rural et du système terre (ou biosphère) ? Est-ce que la impose son de vie à tous son mode de vie ? Problème d'une ville soutenable, écologique qui suppose de changer les modes de vie.

### Nathalie Blanc

Interventions très complémentaires dans la manière d'aborder le fait urbain – question : on a l'impression que la question de l'urbanisation généralisée est en fait une question de marché : qu'est ce qui fait le marché, le sol, la production agricole ? Quelle est la valeur de la rente de l'occupation du sol ? On revient par-là aux thèses de Thomas Piketty sur la question patrimoniale.

### Eleonora Elguezebal (Sociologue INRA)

La question très intéressante que pose Brenner repose sur sa critique de la distinction entre l'urbain et le rural : qu'est ce qui est urbain et qu'est ce qui est rural ? Est-ce qu'on peut les prendre comme des catégories utilisées par les acteurs et les analyser de ce point de vue ? Mais la contradiction de Brenner est qu'il dit à la fois qu'il n'y a plus d'urbain et de rural et en même temps il reprend la notion d'urbain pour cette analyse.

### Élisabeth Peyroux, PRODIG

Il y a un enjeu épistémologique très fort chez Brenner. Si on adhère à la nécessité de la refondation de l'épistémologie de la théorie urbaine, on peut s'interroger sur les objets théoriques sur lesquels on va travailler puisque l'on évacue la ville. Il y a une incertitude sur ces objets. Plusieurs entrées sont possibles, liées à une clef économique de lecture (qui est celle de Brenner). La force déterminante n'est pas tant celle de l'urbanisation mais celle du capitalisme tel qu'il se déploie dans l'espace. On est face à une problématique entre un ancien objet que l'on appelait urbain et un processus totalisant qui serait celui du capitalisme. Donc en termes d'objets théoriques, on pourrait avoir l'urbanisation capitaliste ou bien les territoires du capitalisme, que Brenner parle de territoires de l'urbanisation. C'est plutôt l'hégémonie des formes actuelles du capitalisme et du processus capitaliste que l'on constate.

### Lorraine Kennedy

On peut en effet remplacer 'urbanisation' par 'capitalisme' dans l'ouvrage de Brenner, sans modifier fondamentalement le sens.

### Anne Solange Muis

Il faudrait aussi poser la question des usages et des pratiques territoriales, retravailler la question de la représentation de la ville chez les usagers : indépendamment du lieu de résidence, quand se sent-on urbain ? Ou s'arrête la ville ?

### Laurent Devisme

Par rapport à la question du fait social total, on note un problème d'articulation entre tradition empirique et théorie. Ce qui est opératoire pour certains ne l'est pas pour d'autres. Ce qui se joue dans cette perspective d'urbain généralisé et avec toutes les critiques que l'on peut adresser à Brenner de cet enjeu de la théorisation, ce qui se joue c'est l'articulation entre notre tradition empirique possible à de la théorie. On pourrait réinterroger ce qui est opératoire dans la recherche critique, et qui n'est pas identique à ce qui l'on pourrait attendre dans la recherche appliquée.

Patrice Melé

On note chez Brenner une multiplication des citations d'Harvey. Finalement, la question qui est posée est : que faire du marxisme urbain ? Brenner passe par la littérature anglo-saxonne et qui, le plus souvent, oublie les débats de la sociologie urbaine marxiste française et le constat de son échec.

Clément-Noël Douady

Dans le cadre du projet Morphocity, nous travaillons sur la forme urbaine que nous essayons d'analyser dans la logique de sa morphogénèse. Nous sommes partis très loin des idées de Lefebvre et finalement nous le rejoignons sur certains points. Quand on regarde la croissance de la ville, on voit quelle se fait dans le rural, et qu'elle dépend beaucoup des formes rurales. Par ailleurs, ce n'est pas la forme qui est importante, ce sont les processus et les dynamiques des acteurs.

Éric Charmes

Je dirais plutôt l'inverse. Si l'urbain est partout, qu'est ce que l'on doit faire, et quelle est la spécificité de nos recherches ? Ce qui disparaît dans le livre de Brenner, c'est la question des formes urbaines et la question de la concentration qui est une caractéristique majeure de la territorialisation des sociétés : de plus en plus de personnes dans les villes, sur une part de plus en plus restreinte du territoire. La question morphologique est donc très importante pour interroger l'urbain : s'interroger sur la question de la densité de la concentration des populations.

Lorraine Kennedy

Brenner part quand même des formes urbaines pour étayer sa théorie.

Éric Charmes

Oui mais il reste à un niveau de généralité très important

Olivier Coutard

Et de façon paradoxale puisque pour lui, les formes urbaines nous trompent.

Annik Osmont

J'ai été formée par Georges Balandier qui prônait une anthropologie qui soit plutôt une sociologie actuelle de l'Afrique (titre de sa thèse). J'ai échappé à une espèce de dualisme rural/urbain qui se démolit aussitôt dès que l'on a une approche anthropologique des sociétés que l'on étudie. J'ai essayé de comprendre comment les gens qui s'urbanisent, surtout dans les villes du Sud, non pas s'adaptent à une culture urbaine, mais constituaient une culture urbaine originale, voire étonnante. Un exemple : le Brésil, lors de la colonisation portugaise connaissait un système de tribut foncier versé par les paysans aux capitaines. Actuellement encore dans les opérations immobilières faites dans les villes, les promoteurs doivent payer un tribut foncier aux descendants de ces anciens colons et ils font payer aux acquéreurs le tribut en question. Il y a donc percolation du rural dans l'urbain dans la très longue durée. Dans les processus d'urbanisation, c'est donc la façon dont les gens s'urbanisent qui est déterminante.

Albert Lévy

Les travaux de Melvin Webber sur le règne de l'urbain (*L'urbain sans lieu ni borne*) datent de la fin des années 1960 aux USA. Aujourd'hui, un nouveau contexte existe, qui associe la mondialisation, la financiarisation et le règne du marché, le contexte du numérique et la problématique écologique. La lecture que propose Brenner est macro, alors qu'il faudrait des lectures à des échelles plus locales, plus nuancées, ainsi qu'un distinguo Nord /Sud..

Antoine Brès

Renvoie au projet ANR FRUGAL (formes rurales de l'urbain généralisé) et insiste sur l'importance de la longue durée et des processus : en Europe, la ville est née de la campagne, alors qu'en Amérique du nord la campagne est issue de la ville par la dynamique de colonisation. Par ailleurs il y a une confusion dans l'ouvrage entre urbain et urbanisé, comme l'a pointé Henri Lefebvre, entre pratiques de l'espace et occupation de l'espace : l'urbain est une question de pratique ou de mode de vie et non pas de forme urbaine. Nous sommes tous urbains (pratiques) mais tout n'est pas urbanisé (occupation du sol).

L'urbain généralisé correspond à la diffusion d'un mode de vie urbain au sein d'un espace qui est historiquement d'occupation discrète, en retour il y a une reconfiguration de ces modes de vie par le fait même de s'inscrire dans des espaces différents.

Emmanuel Négrier, CEPEL CNRS Montpellier

J'aimerais revenir sur la question de la contradiction entre hégémonie et différenciation. Avec l'approche de Brenner, les formes de différenciation sont de l'ordre de la nostalgie des petites différences et ce qui l'emporte c'est le caractère monolithique et homogène d'un mode standardisé de domination. Or c'est une question de regard : de loin, la standardisation l'emporte sans doute plus facilement qu'à moyenne portée (l'échelle nationale, par exemple) et devient douteuse à une échelle territoriale (comparaisons inter-régionales, par exemple).

La question : comment arbitrer sur la qualité et l'intensité de ces différences de configurations territoriales dans les rapports entre l'économique, la politique et l'histoire, sans pour autant :

- présumer un ordre à la cohérence unique
- faire survivre par perfusion des différences nostalgiques

et selon une philosophie de l'action qui, renonçant au standard unique, s'interroge sur les conditions d'une différenciation positive.

Nadia Arab

Je rejoins le propos d'Antoine Brès. Les entrées ne sont pas exactement les mêmes selon les intervenants ou Brenner. Brenner aborde la généralisation de l'urbain par une entrée par la question des sociétés (ce qui serait généralisé restant à démontrer). Une entrée par l'espace est différente. On ne peut pas confondre la question de la généralisation de l'urbain comprise comme un processus d'urbanisation avec celle de l'urbain généralisé ou non du point de vue des sociétés. Donc un des éléments importants de la discussion réside dans les relations entre espace et sociétés : cela peut paraître trivial mais ne l'est peut-être pas.

Éric Verdeil

Je réagis en premier lieu à partir d'un texte de Brenner sur la Méditerranée. Ce qui m'avait frappé n'était pas tant la nouveauté de ses remarques sur l'extension de l'urbain, sa remarque du passage du doigt de gant à la nappe (urbanisation) que l'attention qu'il portait à la question du prélèvement par l'urbain d'un certain nombre de matières et de flux naturels, c'est-à-dire l'empreinte généralisée de notre mode de consommation urbain. Nous devons donc prendre conscience dans nos discussions que ce n'est pas qu'une question de modes de vie, mais aussi une question socio-naturelle.

Une deuxième remarque : c'est bien la tension entre ces flux et ce qu'ils tendent à remettre en cause des modes de gouvernance actuelle et des modes hérités qui doit être posée.

Lorraine Kennedy

Je suis contente d'entendre le mot de gouvernance, très peu présent dans cet ouvrage de Brenner qui a pourtant écrit il y a 10 ans un livre sur la gouvernance urbaine. Peut-être parce que cela l'aurait conduit à descendre à une échelle plus opératoire. Il en est de même pour mouvements sociaux et contestations.

Nicolas Buclet

Deux questions importantes : est-ce que le marché est un fait urbain ? Est-ce que tout espace qui sert à la ville peut être qualifié d'urbain ?

Par ailleurs on a l'impression que tout ce passe comme si le rural était incapable de se modifier : quelle évolution de la ruralité ? Il y a une asymétrie : on parle de dynamique urbaine comme si le rural était figé. Quand les pratiques sont nouvelles, elles sont forcément urbaines.

Béatrice Quenault (ESO, université Rennes 2)

Sur la question du rôle du marché : n'assiste-t-on pas avec le mouvement des *smarts cities* à une marchandisation de la ville, au développement de villes en kit élaborées par une poignée de cabinets d'architectes et de promoteurs immobiliers opérant à l'échelle mondiale, ce qui pose la question de ce qui fait l'essence d'une ville, ou celle de la fabrique urbaine ?

Matthieu Giroud

Brenner n'a pas un problème avec la forme, mais plus avec sa mesure : comment mesure-t-on l'urbanisé ? Les statistiques pour donner la mesure de l'urbanisé sont obsolètes (cf. article *Global gentrification*). Le visuel est très important dans l'ouvrage de Brenner. Ce que je reproche à leurs travaux : c'est bien de déconstruire mais comment on procède ?

Dans l'ouvrage de Brenner, les 3 dimensions cohabitent : société urbaine, la question du tissu urbain et l'urbanisation du capital, certes inégal mais planétaire. On ne peut pas mettre dans le même sac Harvey, Brenner et Soja. Sur la gentrification, les thèses de Brenner se diffusent très vite dans un champ pourtant largement développé, et ont un impact théorique immédiat. Si l'urbain est généralisé, la gentrification devient un concept générique (en ville, dans le rural eu Pôle Nord...), d'où l'importance des mots que nous utilisons.

Olivier Coutard

Brenner n'a pas seulement un problème avec la forme comme critère d'urbanité. Il utilise la notion de paysage opérationnel comme trace de l'emprise urbaine. Il conteste la mesure de l'urbain par la lumière émise la nuit, ou la persistance d'une nature sauvage, il remplace ces critères par 3 : Connectivité, Intensité (pression exercée sur les milieux et les ressources et sur les sols) et géopolitique (système de pouvoirs). Il n'y a pas vraiment de proposition, mais il faudrait voir ce que cela produit en termes d'outils de compréhension des processus d'urbanisation.

Nathalie Blanc :

Quels sont aujourd'hui les autres grands courants théoriques que l'on pourrait opposer à Brenner ?

Charles Goldblum

Un point sur le glissement qui s'opère parfois entre l'urbain généralisé et l'urbanisation généralisée. Dans la perspective d'Henri Lefèbvre, l'urbain est une catégorie critique et non une catégorie descriptive. Si on veut aller plus loin dans la pensée critique et dans la radicalité, il faut faire référence à l'internationale situationniste, avec cette idée du dépassement des deux catégories que sont la ville et la campagne (et non pas « le rural »). C'est de leur effondrement simultané que naît l'urbain ; l'urbain est donc nécessairement généralisé, dans cette logique de pensée.

Patrice Melé (UMR CITERES)

On note actuellement dans certains travaux de recherche urbaine une multiplication des références à Brenner mais aussi à Harvey et à une littérature de langue anglaise qui réactualise une position d'analyse marxiste. Finalement, la question qui est posée est : que faire du marxisme urbain ? Cette littérature, le plus souvent, oublie les débats sur les apports de la sociologie urbaine marxiste française des années 1970 et le constat de son échec comme projet scientifique.

Agnès Deboulet

Il me semble important de rappeler les travaux de Jean Rémy dans les années 80 (sociologue belge) et sa typologie en quatre points : de la ville urbanisée / ville non urbanisée / village urbanisé / village non urbanisé, qui se place sur une double dimension de la rupture à une dépendance à des territoires élargis et du contrôle social comme critère urbain.

Gilles Billen

Deux points sur lesquels je souhaiterais réagir :

- 1) plus qu'une distinction entre urbain et urbanisé, il faut distinguer le bâti et l'urbain. Ce qui fait l'urbain n'est pas qu'affaire de morphologie (comme le fait – la Nasa ou l'Insee), mais nécessite de critères de fonctionnalités des espaces, basés sur d'autres critères que morphologiques ;
- 2) la question de la durée : L'étude sur la a longue durée du développement urbain est pleine d'enseignements – en même temps il y a un processus en œuvre depuis seulement quelques décennies, et qui n'a donc pas besoin d'étude sur la longue durée, c'est l'accélération du processus de dissociation complète des fonctions qui fragmente les territoires, et qui s'accompagne d'une

rupture des relations sociales, de production, de vie, etc... Est-ce cela pour Brenner l'urbanisation généralisée ?

Claude Napoleone

Un point sur la question de la rente et du marché, etc : la question de la rente se passe dans des sociétés occidentales

Le marché n'a jamais été l'alpha et l'omega de la dynamique de ces espaces sinon il y aurait un déterminisme géographique à propos de la localisation = donc il n'y a pas que ça et le marché n'explique pas tout.

Là où j'ai du mal à me situer c'est sur la question opératoire. En tout cas, il y a une urgence à catégoriser les éléments qui déterminent ce qui fait ville, espace protégé, système politique, etc.

Tout est urbain et pourquoi pas tout est rural ?

Mélina Germes ADES

On personnifie trop l'espace comme un acteur qui n'est que la projection de notre regard et de nos sociétés. À mon avis pas un problème d'urbain, urbanisation, etc. ce sont seulement = ni question ni réponse. Finalement les vrais problèmes auxquels on s'attache à répondre ce sont les problèmes de logement, d'accès aux transports, de mobilité et d'enfermement etc. (cf. contestation des LGV). Toutes ces questions n'ont pas besoin des notions d'urbain et de rural pour être comprises ; elles reflètent plus une fascination pour ces notions.

Marion Magnan (CRIA Géo-Cités)

On n'a pas abordé l'entrée en termes politiques, de gouvernance institutionnelle, très présente quand on travaille sur les zones portuaires qui restent sous la tutelle de l'État en France.

Albert Lévy

Trois observations :

- 1) Mendras a dit à la fin des années 1960 : la société paysanne s'est effondrée – les paysans sont devenus agriculteurs ;
- 2) Brenner a une conception de la forme qui est celle d'un géographe, différente de celle d'un urbaniste et d'un architecte ;
- 3) sur la question des alternatives au fait urbain généralisé : produit de l'économie néo-libérale généralisée = c'est la question de l'urbanisme durable, ville en transition, biorégion comme alternative à la métropolisation, etc.

*13h30-15h15 – Session 2 (J. Y. Toussaint et O. Coutard)*

*En quoi l'urbain interroge-t-il les disciplines scientifiques qui l'investissent ?*

*Quelques points de vue disciplinaires*

Trois disciplines représentées : l'Histoire par Annie FOURCAUT (UMR, Centre d'Histoire Sociale du XX<sup>e</sup> siècle), la Science Politique par Gilles PINSON (UMR Centre Émile Durkheim), l'Écologie par Pierre-Olivier CHEPTOU (UMR Centre d'Écologie Fonctionnelle et Évolutive) et Luc ABBADIE (UPMC, Institut d'Écologie et des Sciences de l'Environnement de Paris).

Le choix des disciplines pour cet atelier est contingent, ce n'est pas un enjeu. Il est possible d'imaginer que d'autres disciplines soient convoquées à cet exercice dans des ateliers à venir. L'enjeu est double :

- les effets « cognitifs » de la « dimension urbaine », de la « question urbaine » sur les disciplines ; effets transformant, révolutionnant (ou au contraire « renforçant ») les disciplines, leurs pratiques, leurs objets, leurs méthodes
- les types d'interdisciplinarité que la « dimension urbaine » ou la « question urbaine » impliquent, nécessitent, obligent ; l'hybridation de champs disciplinaires, pratique de l'interdisciplinarité. Détruire, dépasser les acceptions disciplinaires et comme l'enjoignait Henri LEFEBVRE, revisiter les disciplines, les sciences à partir de l'urbain en posant que l'avenir de la science (exactement de l'art et de la philosophie) est urbain.

**Intervention d'Annie FOURCAUT (UMR Centre d'Histoire Sociale du XXe siècle)**  
**En quoi l'urbain modifie-t-il la discipline historique ?**

Pour répondre à cette question Annie FOURCAUT s'appuie sur des exemples empiriques pris dans l'expérience des villes occidentales du XIX et XX<sup>e</sup> siècle.

L'urbanisation généralisée de la planète a-t-elle des effets sur la pratique des historiens ? Cette question renvoie à une question plus générale propre à la discipline historique : en quoi les choix des sujets, des problèmes dépendent-ils des évolutions contemporaines des sociétés dans lesquelles vivent les historiens ? En cela la question de l'urbain n'est pas spécifique.

Les évolutions contemporaines des sociétés dans lesquelles vivent les historiens n'ont sans doute guère d'influence sur les méthodes, en revanche elle ont une influence incontestable en matière de problématique et de sujets (l'historien est toujours dans le tableau – source : ?), de ce point de vue l'urbain, sa généralisation n'échappe pas à la règle.

Mais ces influences (du contemporain des historiens) est indirecte, différée par les contraintes propres à la discipline historique. Quelques exemples liés aux sociétés nouvelles :

- Quand Gérard NOIRIEL<sup>3</sup> invente l'histoire scientifique de l'immigration au début des années 1980, ce champ n'existe pas en histoire. Il le fait à la fin d'un cycle de croissance de l'immigration au moment du renversement de ce cycle. Il ouvre un champ nouveau dans un moment de rupture.
- Quand Maurice AGULHON fait sa grande synthèse sur la République, il se situe à l'apogée de la République.
- Quand Annie FOURCAUT a travaillé sur la banlieue, c'était avant que la banlieue soit sur les agendas politiques et médiatiques.

Les historiens travaillent sur des fractures du contemporain mais en décalage. Il en va de même pour l'urbain. Ce décalage est lié aux contraintes fortes des méthodes de la discipline : les archives.

Quelles sont les archives de l'urbain, de l'urbain généralisé ? Comment peut-on les saisir ? Où sont déposées les archives des multiples institutions et acteurs qui, interagissant, contribuent au phénomène ? Ces archives existent de façon dispersée. Par exemple :

- les archives notariales de France (transaction des notaires de l'Île de France).

Ces contraintes archivistiques ont conduit aux archives plus facilement accessibles, notamment les archives publiques, telles que celles des services de l'État. Ce qui a favorisé une approche de l'urbanisation à partir d'un acteur central, l'État, l'État bâtisseur et ses services. Pour disposer de données sur la longue durée il faudrait disposer des archives privées (promoteurs, bailleurs privés, entreprises des BTP, supermarchés – type immochan filiale immobilière d'Auchan). Mais rien n'oblige ces acteurs privés à déposer leurs archives.

A cette contrainte archivistique et au poids de l'État bâtisseur sur la discipline historique, s'ajoute la contrainte monographique. La monographie s'impose dans la formation et la recherche (monographie communale, de quartier, d'immeuble, du logement social, etc.). La disponibilité des archives oriente ces monographies. En histoire urbaine du XX<sup>e</sup> siècle, la vérification empirique dans les recherches se fait presque toujours à partir des monographies. Par exemple la thèse de Gwenaëlle LE GOULLON<sup>4</sup> :

- Elle vérifie ses hypothèses à partir d'un certain nombre de monographies. C'est dans ces monographies que l'historien renouvelle ses connaissances et accroît le stock de données inédites.
- Comment accéder à un phénomène sans limite à partir de monographies. C'est une question qui se pose à l'historien.
- Tout ceci pourrait laisser à penser que l'histoire est inapte à prendre en charge le phénomène urbain, l'urbanisation. En fait l'histoire est plus une science qui analyse les temporalités qu'une discipline qui analyse les espaces. L'histoire peut aider à analyser les événements, les dates, les moments, les contextes pendant lesquels l'urbanisation s'est accrue ou ralentie. Par exemple :

---

<sup>3</sup> NOIRIEL Gérard, 1984, *Longny, Immigrés et prolétaires (1880-1980)*, Presses universitaires de France, coll. « Pratiques Théoriques », Paris.

<sup>4</sup> LE GOULLON Gwenaëlle, 2014, « Les grands ensembles en France : genèse d'une politique publique (1945-1962) », Collection : CTHS Histoire, CTHS Histoire.

- Annie FOURCAUT et Florence BOURILLON<sup>5</sup> dans le cadre des réflexions sur le Grand Paris, ont contribué à la célébration du 150<sup>ème</sup> anniversaire de l'annexion de Paris (colloque « Agrandir Paris »). La construction des fortifications de Thiers, liée à la politique internationale a globalement orienté la croissance de Paris.
- L'histoire financière (Sabine FOSSE ?) montre qu'entre 1965 et 1975/1977, la création du PEL et ensuite de l'APL autour du logement social et du logement aidé, ont globalement contribué à l'extension urbaine en France. Facteur majeur de cette extension bien que décision relevant de la technique financière.

Un autre apport des historiens consiste dans l'histoire sociale de l'urbanisation, de l'étalement urbain ou de l'urbain généralisé. Ils peuvent permettre d'identifier les acteurs qui en sont porteurs et agents. Ainsi le couple « lotisseurs/mal lotis » des années 20 qui dans un contexte inflationniste et de hauts salaires, explique la première grande vague de lotissements en région parisienne. Elle se produit bien avant les autoroutes et les supermarchés.

Les historiens peuvent aussi servir à rappeler la mémoire collective.

Les historiens peuvent rendre compte des étapes, des temporalités, des dates de l'urbanisation, ils peuvent tirer de l'oubli des événements. Mais l'évolution de ce champ est totalement dépendant de la disposition des archives et notamment des archives privées sur lesquelles les historiens ont bien pu de prise.

### Intervention de Gilles PINSON (Sciences Po Bordeaux, UMR Centre Émile Durkheim)

#### L'urbain et la Science Politique

En préambule une remarque sur le pluriel de « sciences politiques » dans le programme. Depuis vingt ans les politistes se battent pour éliminer ce pluriel de manière à distinguer la Science Politique des savoirs des gouvernements dispensés à Sciences Po. Ce pluriel en fait révèle la faible visibilité de la discipline dans le monde des urbanistes ou des « urbanistes ». C'est assez compréhensible dans la mesure où la Science Politique ne s'est pas trop occupé de la ville, même aujourd'hui alors que l'on parle d'urbain généralisé, de métropolisation, etc.

Plan de l'exposé :

2 parties :

1 en quoi peut consister l'urbanisation de la Science Politique et plus généralement des disciplines scientifiques ? Comment une discipline peut-elle saisir l'urbain au point d'être saisie par l'urbain ? L'analyse se construira en trois dimensions construites autour d'une libre interprétation d'un texte de Bernard LEPETIT<sup>6</sup>

2 Dans quelle mesure ces trois dimensions ont affecté la Science Politique française.

Trois dimensions de l'urbanisation d'une discipline : Cadre, Objet, Sujet

Première dimension : **L'urbanisation des terrains**, version minimale de l'urbanisation d'une discipline

- Une science sociale s'urbanise quand les contextes urbains fournissent des terrains d'études, sans que ces contextes ne constituent des variables d'explication. L'urbain ; la ville constituent, selon le tryptique de Bernard LEPETIT, un simple cadre.
- C'est ce qui prévaut pour l'essentiel en Science Politique. L'environnement urbain fournit énormément de terrains d'étude à la discipline, tout simplement parce que le monde social s'urbanise. Le caractère urbain n'est pas une variable discriminante et n'appelle pas de réflexion particulière.
- Il existe une version plus sophistiquée de cet usage de l'urbain et de la ville comme cadre. Elle est donnée par un politiste anglais, Peter JOHN<sup>7</sup> : la ville comporte une spécificité méthodologique mais absolument pas ontologique. Par exemple :

<sup>5</sup> Nathalie ROSEAU, « Florence BOURILLON et Annie FOURCAUT [dir.], *Agrandir Paris. 1860-1970* », *Revue d'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle* [En ligne], 47 | 2013, mis en ligne le 28 janvier 2014, consulté le 25 septembre 2015. URL : <http://rh19.revues.org/4606>

<sup>6</sup> LEPETIT Bernard, 1996, « La ville : cadre, objet, sujet », *Enquête* [En ligne], 4 | 1996, mis en ligne le 11 juillet 2013, consulté le 13 septembre 2015. URL : <http://enquete.revues.org/663>

<sup>7</sup> JOHN Peter, 2006, « Why Study urban politics ? », Présentation to the *Political Studies Association Conference*, 3-6 avril

- La politique ou les politiques urbaine(s) sont des objets mais pas plus légitime(s) que d'autres (État, région ou relations internationales). Ils existent mais ne constituent pas une spécificité. En revanche sur le plan méthodologique leur intérêt consiste en leur « proximité ». Ils offrent une prise qui permet d'observer les acteurs en interaction. L'urbain en ce sens devient une situation transposable à d'autres échelles (notamment nationale). Par exemple la conception et la mise en œuvre des politiques publiques sont plus facilement observables à l'échelle urbaine qu'à l'échelle nationale.
- Les villes étant par ailleurs nombreuses, il est en plus possible de faire des comparaisons.
- L'application de cette usage de l'urbain est visible dans les travaux américains en Science Politique des années 50-60 portant sur le pouvoir (Floyd HUNTER<sup>8</sup>, Robert DAHL<sup>9</sup>). Ces travaux sont fondés sur un principe synecdochique : on peut toujours analyser le pouvoir américain à partir de son homologue urbain, à une échelle bien plus accessible. L'urbain ou la ville constitue un modèle réduit transposable à d'autres échelles. Le système politique national (le tout) peut être observé à partir du système politique urbain (la partie), les gouvernements urbains peuvent être pris comme homologues de l'Etat et de son gouvernement.

Deuxième dimension : la version maximale de l'urbanisation de la Science Politique, tient à l'**urbanisation des variables**. L'urbain en ce cas ne fournit pas uniquement des contextes, il n'est pas uniquement un gisement de cas, il devient lui-même une variable. La ville est posée comme produisant des phénomènes, des contextes, des pratiques, des systèmes d'acteurs singuliers, ce qui justifie que les chercheurs la constituent en objet, en variable.

La ville est donc constituée en objet selon la deuxième dimension de Bernard LEPETIT. Cette variété d'urbanisation des disciplines par les variables explique les subdivisions qui sont apparues en sociologie (sociologie urbaine ou de l'urbain) mais aussi en histoire (histoire urbaine) en économie (économie urbaine).

- Dans certains cas, ces subdivisions disciplinaires ont fini par alimenter la discipline en théorie et en concept. Il est alors possible de parler d'urbanisation des théories et des concepts.
- C'est le cas de la Science Politique « urbaine » américaine des années 50-60 qui a alimenté le débat de la Science Politique avec des termes comme « pluralisme », « élitisme », etc.

Une autre distinction peut être saisie entre des approches qui fondent l'urbain comme forces génériques qui s'appliquent de la même manière partout et des perspectives plus localistes qui considèrent que la ville comme société particulière génère des pratiques et des fonctionnements spécifiques. C'est ainsi que l'on a pu passer de « sociologie urbaine » à « sociologie des villes » (sociologie de Bordeaux, sociologie de Nantes, etc.)

Troisième dimension : **Purbanisation des acteurs collectifs** ou l'urbanisation des échelles de pouvoir. Il s'agit de reconnaître que les villes sont des acteurs collectifs impliqués dans des rapports de force ou de coopération avec leurs pairs (d'autres villes) ou avec d'autres tiers de gouvernement que sont les régions et les États.

Cette dimension a été ignorée par la Science Politique qui a continué à considérer le local et les villes comme des subdivisions administratives complètement dominées. Ainsi l'apparition de travaux en Science Politique sur le local. Ainsi peut-on plus facilement parler de localisation de la Science Politique que de son urbanisation.

Une variété plus ambitieuse encore de l'urbanisation des acteurs collectifs apparaît avec l'ensemble des travaux en Science Politique et au sein de disciplines connexes, notamment la sociologie historique, qui intéressent l'historicité des rapports entre les échelles, entre les villes et les États (Charles TILLY, rapport entre ville et État). Ces travaux s'inscrivent dans la tradition américaine de *l'american political development* qui s'intéresse au rôle des villes, des élites urbaines, des partis politiques urbains, des machines électorales urbaines et leurs contributions au développement du système politique américain.

---

<sup>8</sup> HUNTER Floyd (1953). *Community Power Structure: A Study of Decision Makers*, Chapel Hill: University of North Carolina Press.

<sup>9</sup> DAHL Robert, 1964. *Power in an American city. The executive-centered coalition*. In: *Political leadership in American government*, p. 324–347.

Quelles sont celles de ces trois modalités qui s'appliquent le plus à la Science Politique française ?

En fait entre la Science Politique française et l'urbain c'est un rendez-vous manqué et, qui plus est, un rendez-vous qui n'a jamais été fixé. La Science Politique française est assez peu urbanisée. Il y a des justifications légitimes à cette faible urbanisation.

L'urbanisation des terrains est la modalité la plus courante. La société s'urbanise, les terrains s'urbanisent, mais cela n'a pas de répercussions épistémologiques ou méthodologiques particulières. On ne trouve pas d'équivalent par exemple aux travaux de Peter JOHN dans la Science Politique française. Dans ces travaux l'enjeu n'est pas de savoir ce que ces terrains permettent d'apprendre sur la ville ou l'urbain, mais de traiter des grandes questions de la Science Politique : théorie des politiques publiques, démocratie, mobilisation, action collective, etc. En revanche il est assez peu question de la nature du gouvernement des villes.

- par exemple, lors de la soutenance d'une thèse portant sur les politiques urbaines, deux ténors de la Science Politique française ont pu critiquer le travail en notant que le travail relevait plus d'une théorie du gouvernement urbain qu'à la théorie des politiques publiques ;
- en quelque sorte la théorie des politiques publiques apparaît comme la partie noble de l'activité de la Science Politique française.

Si la politique de la ville a été abondamment appréhendée par la Science Politique française, elle l'a été le plus souvent comme un témoin général de la transformation affectant les modalités de construction de l'action publique – et non pas pour explorer des modalités d'expression spécifiques du politique dans les villes.

L'urbanisation des variables reste le maillon faible. Faire l'hypothèse qu'il y a des modalités spécifiques d'expression du politique dans les villes, impliquerait de faire l'hypothèse que la ville produit des effets qui lui sont propres. La Science Politique française s'y refuse.

- On aurait pu penser que la densité de population, que la densité du milieu socio-administratif, que l'existence de lignes de clivage et de conflits spécifiques, que l'urbanisation du développement économique, que les responsabilités croissantes pesant sur les élus urbains, que leurs modes de sociabilité, soient de nature à justifier l'hypothèse d'effets produits par la ville et l'urbanisation.
- Ce n'est pas le cas et quand les chercheurs s'égarerent sur ce genre d'hypothèse, ils peuvent être rappelés rapidement à l'ordre pour fait d'essentialisme : « rien n'est proprement urbain<sup>10</sup> ».

Le recours aux termes « local » et « territoire » est l'un des effets de ce refus de l'urbanisation de la Science Politique française. Le travail sur le local a cependant produit des résultats importants et des grands noms, à Grenoble, Bordeaux, Montpellier. Il a permis de théoriser sur la « notabilité ». Mais le « local » différencie très peu les mécanismes de mobilisation dans les grandes métropoles de ceux des communes rurales. Cependant on ne peut pas dire que la Science Politique française est totalement « statolatré » ou « statocentrée ». En revanche, ce sont les conceptions hyper génériques des échelles infra nationales qui prévalent : pas de différence entre une métropole et un village.

Pourtant il est possible de faire d'autres hypothèses à l'encontre de cette vision générique. En s'inspirant des travaux de Robert DAHL, il serait possible de faire l'hypothèse que ce qui caractérise les espaces politiques urbains consiste dans un degré de pluralisme irréfragable que l'on ne peut pas trouver dans les espaces non-urbains.

Par ailleurs avec David HARVEY, il serait possible de faire l'hypothèse qu'en tant que lieu privilégié de l'accumulation, les villes sont aussi un lieu de forte confrontation entre l'État et le marché qui rejaille directement sur l'espace bâti et probablement sur les rapports sociaux – même si Neil BRENNER soutient le contraire, l'accumulation se fait partout, ces hypothèses peuvent être considérées avec intérêt. Mais la Science Politique française n'a pas voulu retenir cette spécificité contrairement à l'Angleterre et aux États-Unis, mais sans doute cela ne s'est pas fatalement bien fini.

En effet, aux États-Unis par exemple, selon certains auteurs [...] les *urban politics* sont devenues un trou noir qui ne laisse plus échapper la lumière et elles ne produisent plus rien. Les *urban politics* sont devenues un repère de militants qui ont pour priorité de sauver les villes et les minorités qui les habitent, mais qui ne produisent plus de théories pouvant servir aux autres sciences sociales. D'autres affirment aussi que les *urban politics* sont plutôt de « gauche » pendant que la Science Politique est devenue « conservatrice » creusant l'écart entre les deux champs. Autrement dit, la constitution d'une sous-discipline n'est pas la panacée et la création d'une section « politique urbaine » n'est pas forcément souhaitable.

Toutefois comment expliquer cette différence entre la Science Politique anglo-saxonne et la Science Politique française ? Les raisons sont multiples. On peut sans doute retenir les différences dans les

---

<sup>10</sup> Référence à une anecdote sur l'évaluation d'un article en Science Politique.

« inconscients » académiques nationaux. En effet, en France, l'État s'est construit par l'abolition des franchises urbaines, par une imposition et un cadre législatif standard et indifférenciant, qui a dénié la spécificité des villes. Ainsi est né un pays où il n'y a pas de villes mais la province et une ville qui est tellement l'État que ce n'est même plus une ville. Ce modèle par exemple en Italie apparaît totalement étrange : *Milana è la società...* imaginer cela pour Lyon est difficile. Aux États-Unis, le pacte fédéral a garanti aux espaces urbains une certaine autonomie, constituant des espaces politiques miniatures. De plus le clivage urbain/rural qui recoupe des clivages sociaux et ethniques a fabriqué un regard très différent sur les villes.

Enfin, si changement il y a eu et évolution vers l'urbanisation des acteurs collectifs, il faut le chercher vers les travaux sur la « gouvernance » et notamment la « gouvernance urbaine ». Ces travaux ont réussi à faire entendre que les villes bénéficiaient de l'érosion de la capacité des États à clore et à intégrer les sociétés, pour mettre en place de nouveaux mécanismes alternatifs de régulation et d'intégration. La reterritorialisation des communes, l'urbanisation du capitalisme – qui peut aller avec une déterritorialisation du capitalisme – donnent les moyens à certaines villes de regagner en autonomie sur la définition de leur développement et sur la régulation des conflits sociaux afférents. Cette percée reste fragile. La gouvernance reste encore descriptive et conjoncturelle qui sert à décrire les rapports en les villes et l'État.

Pour conclure : urbanisation des terrains ? **oui** dans l'ensemble ; urbanisation des variables ? **non** dans l'ensemble ; urbanisation des acteurs collectifs ? **partielle**. L'urbain généralisé, l'urbanisation n'ont pas été mis à l'agenda de la Science Politique française et c'est en ce sens que le rendez-vous n'a pas été pris et qu'il est donc manqué.

**Intervention de Pierre-Olivier CHEPTOU (CNRS, UMR CEFE) et Luc ABBADIE (UPMC, Institut d'Ecologie et des Sciences de l'Environnement de Paris)**

Écologie de la ville ou écologie dans la ville ? ou comment l'urbain interroge l'écologie ?

Écologie : discipline qui a pour objet d'étude les systèmes complexes biophysiques, c'est-à-dire, l'interaction des espèces avec leur milieu, les interactions entre espèces ; l'écologie est prise dans une acception large incluant l'évolution des espèces.

Constat : cette discipline s'est construite autour de l'idée d'un fonctionnement naturel des systèmes. La ville est considérée comme un milieu séparé sans nature. Elle s'est fait en dehors de la biosphère. On pourrait dire la même chose de l'agriculture, de là peut être identifiée l'origine du divorce entre l'agronomie et l'écologie. Les perturbations humaines ne sont pas prises en compte en tant que telle dans le fonctionnement des systèmes biophysiques.

Cependant il existe depuis longtemps des naturalistes dans les villes. En France, dans les universités, restent visibles des traces de ces anciennes traditions naturalistes urbaines : des éditions de flore urbaine (Paris en 1926, Montpellier, la *flora juvenalis* – flore qui arrive par le commerce de la laine). Mais cette tradition naturaliste est restée indépendante de l'écologie. En fait, à la différence de l'écologie, cette tradition n'a pas pour ambition d'expliquer mais de décrire les systèmes biophysiques.

Constat : depuis quinze ans, l'urbain est un thème porteur. Des ouvrages sont publiés sur la question (cf. les index bibliographiques). Une activité se développe autour de l'*urban ecology*. Mais la situation est paradoxale. Si l'écologie ne revendique en rien l'héritage urbain, si elle ne parle pas de ville, ses meilleurs exemples classiques d'évolution sont des cas observés en milieu urbain. C'est le cas de la phalène du bouleau dont la couleur s'adapte très rapidement à la suie qui recouvre les bouleaux – suie liée à l'industrialisation. Au début un phalène plutôt blanc (couleur de l'écorce du bouleau) et l'apparition d'un phalène plutôt noir (couleur des boulots recouverts de suie). Autre cas, l'évolution du chant des oiseaux en milieu urbain. Chez la mésange charbonnière le chant s'adapte au niveau sonore ambiant de la ville pour se faire entendre des autres oiseaux. Autre exemple, celui du pissenlit méditerranéen, l'observation montre que les plants des villes produisent des graines plus grosses que ceux des champs. Ainsi l'écologie dispose d'exemples d'évolution assez bien décrits en milieu urbain et n'en dispose pas d'autant et aussi précis en milieu naturel. Cela s'explique en partie en raison des changements rapides et caricaturaux du milieu urbain.

Cependant peut-on parler d'une écologie des villes ? La situation urbaine permet-elle de produire des concepts nouveaux ? Reste-t-on malgré tout sur les concepts de l'écologie classique ? Un article paru dans la revue *science* a fait une sorte d'état des lieux de l'art sur la question urbaine en écologie. Les auteurs

mettent en évidence le fait que les villes concentrent les caractéristiques des changements globaux. En ville on retrouve cinq caractéristiques des changements globaux. Les villes seraient une sorte de microcosme, d'échelle réduite de phénomènes observables à des échelles plus grande (synecdochique – référence à la présentation de Gilles PINSON) :

- changement de l'usage des terres
- modification des cycles biophysiques
- altération du climat (plus sec et plus chaud)
- modification du cycle de l'eau
- changement de la biodiversité, perte d'espèces

Finalement ces auteurs défendent le fait que la ville fournit des bons modèles d'études pour l'écologie. Effectivement le milieu urbain pour l'écologiste est un milieu extrêmement fragmenté. C'est un modèle de fragmentation. C'est aussi un modèle climatique. Ainsi en est-il des petites surfaces au pied des arbres, on a pu montrer que la différence de température des patchs urbains est toujours plus élevée que celle de leurs équivalents vingt kilomètres plus loin à la campagne. Ils sont toujours plus secs. La situation des patchs urbains au pied des arbres correspond à peu près aux prévisions climatiques dans cinquante ans. Ce pourrait être une alternative aux gros « écotrons » coûteux.

Pour autant il existe aussi une volonté de développer une écologie de la ville : « existe-t-il une biophysique urbaine distincte » (titre d'un article). En général dans cette perspective, les chercheurs insistent sur la nécessité de développer la pluridisciplinarité. Il faut développer d'autres modèles notamment mathématiques, pour décrire ce qui se passe dans la mesure où les modèles classiques sont inefficaces. Il ne s'agit pas de concepts nouveaux pour la discipline, mais d'une adaptation aux problèmes. La pluridisciplinarité est absolument nécessaire et la question de la discipline n'est pas posée en milieu urbain. Jusqu'à présent, la ville est vue comme un système ayant des contraintes et des ressources particulières et les chercheurs font de l'écologie dans la ville. Fait-on de l'écologie de la ville ? La littérature dit plutôt non. Mais cette même littérature affirme que l'écologie urbaine doit être pluridisciplinaire en mettant sur le même plan des dimensions écologiques, économiques, sociologiques, géographiques, etc. Mais cette affirmation de la nécessité pluridisciplinaire tend à enfermer l'activité dans un fort dogmatisme plein de jugement de valeurs (perte de la biodiversité, la ville comme milieu d'appauvrissement – c'est typiquement un jugement de valeurs, il y a moins de biodiversité dans la toundra que sous les tropiques et ça ne choque personne...)

En fait, les chercheurs ne savent pas beaucoup de choses de l'écologie en milieu urbain. C'est une préoccupation récente. L'écologie urbaine a du mal à se justifier par elle-même. Elle se justifie comme application (ex. la biodiversité en milieu urbain, le changement climatique). Si la pluridisciplinarité est compliquée à mettre en œuvre, l'application c'est toujours facile. Dès qu'il s'agit de mettre en nature en ville, les spécialistes savent faire (corridor vert, etc.). De fait, c'est plutôt le contraire qui est vrai : l'écologie en ville c'est plutôt simple (typiquement les exemples d'évolution visibles facilement en ville), en effet, la ville est un modèle simple, c'est un milieu caricatural. En revanche, développer la nature en ville, « produire la biodiversité », là c'est tout à fait autre chose (trame verte et politique corridor). On ne sait pas grand chose sur ce qui se réalise, s'effectue.

Bref on fait plus de l'écologie dans la ville que d'écologie de la ville. Les nouveautés tiennent sans doute aux sciences citoyennes et à la disponibilité de nouvelles données. Le rôle des citoyens pourvoyeur de données risque de modifier la donne. Enfin, le système ville est un système piloté et on peut disposer d'une masse d'informations sur l'interaction des acteurs qui pilotent justement – informations dont on ne dispose pas dans la forêt tropicale ou dans la toundra... Sur le plan aussi de la conservation, les villes dans certains environnements agricoles sont en train de devenir des refuges pour certaines espèces.

L'écologie urbaine est une discipline récente. L'une des questions les importantes tient aux effets de la ville sur les assemblages des espèces. Existe-t-il une originalité urbaine dans la structuration de l'assemblage des espèces ? La ville fait coexister sur de petits espaces des habitats qui sont normalement séparés. Il y a dans les villes le développement d'interactions nouvelles entre espèces, qui n'existent pas ailleurs dans les milieux biophysiques traditionnels (naturels). Ainsi s'établissent de nouvelles règles et de nouveaux écosystèmes. Ainsi naîtrait à côté d'autres écosystèmes (la forêt, la savane, la toundra, etc.) l'écosystème urbain. Mais nous n'en sommes pas encore là.

## Discussion

1 Si on revient au débat du matin, nous observons que l'urbain est un objet partagé et qui fait travailler et discuter ensemble les disciplines comme la géographie, la sociologie, l'histoire, l'économie, etc. mais pas la Science Politique. C'est une énigme. Il manque des mots clefs, comme l'Etat et le capitalisme, pouvoir, citoyen, légitimité, etc. pour entrer dans le débat.

Si on en croit le nombre de thèses récentes qui impliquent des terrains urbains, il semble que le rendez-vous soit moins manqué que masqué, simplement les mots clefs ne sont pas identiques.

Une littérature en Science Politique se développe aux Etats-Unis autour de l'idée que les grandes villes sont l'avenir du monde et les élites des grandes villes du monde sont l'avenir du monde. Les maires des grandes métropoles sont les grands innovateurs et rénovateurs. Les États ou l'échelon national comptent désormais plus ou moins, ce sont les métropoles qui dirigent le monde.

2 Une controverse avec les écologistes autour de l'urbain généralisé. Il leur est reproché d'avoir une vision étreinte de la ville et de n'avoir pas pris en compte la question de l'urbain généralisé et de l'existence d'une ville sans frontière.

D'autre part (ou formulé différemment), il est reproché aux deux intervenants d'avoir centré leur propos sur l'écologie *dans* la ville et d'avoir ignoré les travaux sur l'écologie *des* villes, au sens de l'ensemble des liens que les systèmes urbains/espaces urbanisés entretiennent avec l'environnement à différentes échelles (« la ville comme écosystème ou système d'écosystème, comme territoire, appréhendée par les outils de l'écologie territoriale et de la biogéochimie »). Ce courant existe, c'est également un courant de l'écologie scientifique, il faut en rendre compte.

3 Qu'en est-il de la démocratie urbaine, la démocratie participative ? Les conseils de quartiers. Chez les politistes c'est pourtant un sujet important.

4 L'urbain a faiblement fait bouger l'écologie. Les collègues rendent bien compte des débats internes à la discipline. L'urbain est un terrain comme les autres et cela comme pour beaucoup de discipline.

5 Une remarque : depuis ce matin il est question de l'urbain sous tous ses aspects, généralisés ou pas, mais il n'a jamais été question de l'individu, du niveau individuel. Pour un individu à un niveau habitant, la ville et la campagne font encore sens. Peut-on oublier ce niveau vécu des habitants, de l'individu dans la ville. Comment définit-on l'urbain ? est-ce seulement par la densité de bâti, comment intègre-t-on le sentiment des individus ?

6 La pluridisciplinarité nécessaire dans le traitement de la question urbaine est difficile. Elle est lente, il faut du temps pour se connaître, pour partager des savoirs communs. Tout cela pose des questions relatives aux conditions de la recherche. La pratique de la pluridisciplinaire est plus affichée que vécue.

### Intervention d'Annie FOURCAUT

Dans ce débat, les temporalités des phénomènes, leur historicité ont été négligées. Par exemple sur l'histoire des élites des grandes métropoles comme innovateurs et réformateurs, déjà dans les années 30 on disait à peu près la même chose sur les maires en France. Si le rôle de l'historien n'est pas de dire « rien de nouveau sous le soleil » tout a déjà existé, il peut rappeler que dans des contextes différents des solutions aux problèmes contemporains ont déjà trouvé des solutions. Il y a une forte amnésie dans le travail très contemporain. La recherche n'intègre pas le fait que des phénomènes actuels ont pu déjà se produire dans le passé, sans doute moins systématiques, moins généralisés, différents. Se rappeler devrait être un réflexe salutaire.

### Intervention de Gilles PINSON

Sur la question d'un rendez-vous masqué plutôt que manqué (autour des thèses nombreuses impliquant des terrains urbains), la question de la démocratie participative n'a pas été développée, pas plus d'ailleurs que la sociologie électorale, de la sociologie de la circulation des savoirs (élites urbaines, fonctionnaires et politiques). Tout cela relève du cadre ou des terrains urbanisés mais guère plus. L'urbain n'est pas une question centrale de la Science Politique.

Sur le débat du matin Neil BRENNER a réveillé les géographes et aménageurs, urbanistes sans doute parce que justement il met plus l'accent sur le capitalisme, l'économie politique et moins sur la forme urbaine.

Pour ce qui est de l'amnésie et l'historicisation, il y a tout de même des cycles connus, tout n'est pas neuf. Toutefois, alors que la socio-histoire est devenue importante en Science Politique, il semble que tout de même cette injonction à ne pas être amnésique finit par rendre aveugle au changement, à constituer un frein à la prise en compte du changement. Le regard sur le capitalisme de BRENNER n'est pas le même que celui de Davis HARVEY qui est bien différent de celui de Henri LEFBVRE. Les logiques du capitalisme ne sont pas exactement les mêmes – notamment sa financiarisation. Il faut être attentif aux signes du changement. Les chercheurs laissent trop cette attention aux intellectuels médiatiques et aux « doxosophes ». Il faudrait pas au nom de l'historicité devenir trop frileux devant le changement.

#### Interventions de Luc ABBADIE, Pierre-Olivier CHEPTOU

Nous aimerions revenir sur ce qui apparaît comme un malentendu concernant l'écologie scientifique. Ce malentendu vient sans doute de la perception de ce qu'est l'écologie scientifique. L'écologie scientifique analyse les interactions entre organismes et entre organismes et environnement. L'écologie scientifique ne va pas plus loin. Aujourd'hui le milieu urbain commence à être investigué. C'est une terre inconnue pour l'écologie scientifique. Pour le moment l'écologie scientifique en est à regarder ce qui se passe dans une terre inconnue. Elle répond à des questions basiques comme en témoigne la littérature : comment un arbre pousse en ville ? Sur cette question il est plus facile de trouver des renseignements sur ce qui se passe en Amazonie que dans le quartier d'à côté. C'est la première étape de l'écologie urbaine.

L'écologie scientifique interroge l'impact urbain notamment sur la question de la biodiversité. La ville interagit-elle dans la crise de la biodiversité ? Tout cela reste de l'écologie très classique. La seule nouveauté, c'est la prise en compte des déterminants humains qui sont majeurs dans la ville : ils sont sociaux, psychologiques, économiques, techniques. Ceci conduit à l'hypothèse des socio-écosystèmes. Est-ce que la ville est un socio-écosystème ? Si la réponse est oui, l'écologie est une science de la nature et comme toutes les sciences de la nature son objectif et d'être prédictive, pour ce faire elle accumule les observations, elle fait des modèles conceptuels et ensuite des modèles numériques, alors se pose la question des dimensions urbaines dans ces modèles. Peut-on mettre les données urbaines sur le même plan ? Là, l'écologie aborde des objets dont les composants de la dynamique sont nouveaux et délicats à modéliser.

Enfin, il faut éviter de confondre écologie scientifique et écologie politique, biophysique et environnement, etc.

*15h45-17h30 – Session 3 (Nathalie Vermeersch et Emmanuel Bellanger)*

*En quoi certains objets et processus questionnent-ils l'urbain ?*

*Quelques éclairages à partir d'objets de recherche à la mode*

#### **Intervention de Sylvie Fol (Univ. Paris 1, UMR Géo-Cités)**

Désurbanisation / décroissance urbaine

La notion de désurbanisation est d'emblée remise en cause. S. Fol privilégie celle de décroissance urbaine, dont elle étudie l'impact sur l'urbain et sur les politiques urbaines<sup>11</sup>. Cette notion a été peu utilisée dans la recherche urbaine. Elle a été définie comme une forme de « déprise des quartiers urbains traditionnels » née du « sur-développement des espaces périphériques » (Halleux, 2004).

À l'origine, ce processus de désurbanisation a été théorisé notamment par Van den Berg et Klaassen (*The process of urban decline*, 1978) dans une série de travaux qui tentent de modéliser le développement urbain en proposant un processus d'évolution des villes en 4 phases : une phase d'urbanisation, une phase de suburbanisation, une phase de désurbanisation et une phase de réurbanisation, cette dernière ne remettant pas en cause le déclin global de l'agglomération. Dans ce modèle cyclique, la désurbanisation désigne le processus qui se traduit par un déplacement de la croissance du centre vers la périphérie et s'accompagne d'une déconcentration progressive des activités et des habitants. Ce modèle projette le déclin inéluctable des grandes villes.

<sup>11</sup> La communication de Sylvie Fol s'appuie sur les travaux collectifs qu'elle mène avec Emmanuèle Cunningham-Sabot et Hélène Roth et, plus récemment, avec Rémi Dormois dans le cadre d'un projet ANR intitulé *Altergrowth*, coordonné par Vincent Béal...

Ces travaux ont été très critiqués (notamment par Nadine Cattan, D. Pumain, C. Rozenblat et Thérèse Saint-Julien, *Le système des villes européennes*, 1999) car ils confondraient les échelles et du même coup assimileraient la périurbanisation à un processus de déclin : un contresens selon ses détracteurs, l'étalement urbain s'étant accompagné en Europe d'une valorisation continue des centres-villes, incompatible avec l'idée de déclin. La notion de désurbanisation est aujourd'hui peu reprise mais les réflexions sur les *shrinking cities*, les *schrumpfende Städte*, ou villes en décroissance, connaissent une nouvelle impulsion depuis une dizaine d'années.

Plusieurs facteurs structurels sont convoqués pour analyser la décroissance : la transformation démographique dans les pays du Nord (baisse de la fécondité, vieillissement de la population) et ses effets structurels sur les villes, la mondialisation et son impact sur la recomposition des espaces productifs qui peuvent entraîner des processus de décroissance très brutaux et enfin la métropolisation, qui s'effectue au détriment des petites villes, souvent isolées des réseaux de l'économie mondialisée. La décroissance urbaine est ainsi devenue un processus global, multidimensionnel, qui s'étend, et qui nécessairement interroge l'urbain, en nous obligeant à remettre en cause le paradigme de croissance qui a longtemps dominé les analyses sur le développement urbain et les politiques urbaines. Au delà des cas emblématiques de villes qui ne retrouveront jamais leur niveau de croissance antérieur (comme Detroit ou Cleveland), de nombreuses villes connaissent désormais, ou connaîtront, la stagnation ou la décroissance.

Néanmoins, ce changement de paradigme est difficile car les politiques urbaines sont pensées à l'aune du « dogme de la croissance » et « des routines de perception et d'action » qui l'accompagnent (Schatz, 2010). Il s'agit d'anticiper la décroissance mais aussi de la planifier et de la réguler, alors que ni les élus ni les urbanistes n'y sont préparés et formés. Les acteurs locaux y sont d'autant plus rétifs que la décroissance représente, à leurs yeux, une dévalorisation et une perte de pouvoir politique. Les obstacles sont donc nombreux et difficiles à lever pour mettre en place des stratégies alternatives.

Ces dernières émergent pourtant. Elles sont fondées sur l'idée d'une planification de la décroissance, qui permettrait de tirer parti de la diminution de la pression sur le marché pour inventer des politiques plus durables et plus orientées vers les habitants. Cette conversion a donné lieu aux États-Unis ou Allemagne, à de nouvelles stratégies foncières, à des politiques de démolitions intenses, et à des formes originales de réutilisation des friches qui insistent sur l'utilisation communautaire et sur la participation des habitants.

Ces stratégies sont très débattues et loin de faire l'unanimité : d'un côté, elles permettent des initiatives et de nouveaux usages, de nouveaux modes de production et d'échanges en marge des circuits classiques ; mais parallèlement, elles sont également susceptibles d'entraîner la mise en place d'un « urbanisme d'austérité » qui peut amener les acteurs locaux à abandonner certains quartiers et à réduire les services publics.

En France, la décroissance urbaine reste pour l'essentiel un « processus silencieux » (Cunningham-Sabot et Fol, 2009). Dans la dernière période, cependant, certains acteurs (notamment dans le monde HLM) ont pris conscience que dans certains territoires « en déprise ou à marché détendu », la croissance ne reviendrait pas. De nouvelles stratégies pour repenser les politiques de l'habitat et œuvrer au « resserrement urbain » (démolitions ciblées, revalorisation du centre, traitement des espaces publics) sont évoquées dans les ministères et les agences nationales. Il s'agit de « faire plus petit mais beau », en alliant la qualité de vie des habitants à la lutte contre l'étalement urbain. Si la question de la décroissance peine encore à être inscrite explicitement à l'agenda des acteurs locaux et nationaux, des stratégies anti-déclin qui ne disent pas leur nom émergent au niveau national et local.

### **Intervention de Sylvie Jaglin (Univ. Paris Est, UMR LATTIS)**

#### **Énergie**

La communication de S. Jaglin repose sur une recherche collective sur les conditions d'émergence d'une gouvernance énergétique urbaine au Nord et au Sud<sup>12</sup>. Cette recherche questionne en particulier le rôle des villes dans la transition énergétique en observant les services électriques à destination des usages résidentiels, industriels et commerciaux (à l'exclusion des transports).

La question énergétique est de plus en plus présente dans les discours, les résolutions internationales et les recherches sur la ville et les politiques urbaines. Que nous apprend cette question de l'urbain entendu ici

---

<sup>12</sup> Recherche coordonnée avec J. Rutherford et E. Verdeil dans le cadre du Latts.

au sens d'espaces urbanisés ? Trois pistes réflexions sont lancées : la question énergétique et les pouvoirs urbains, l'énergie et ses échelles et l'énergie et le changement urbain.

L'énergie est une clé d'analyse des pouvoirs locaux. Les politiques énergie/climat leur offrent la possibilité de se positionner sur des stratégies de « sécurisation écologique », de promouvoir des régularisations climatiques « par le bas » et de développer des EnR à partir des ressources locales. Les pouvoirs locaux sont aussi les mieux placés pour agir sur la maîtrise de la demande des consommateurs. La question énergétique offre enfin, dans un contexte de compétitivité des villes, la perspective de reprendre la main sur les pressions exogènes qui limitent les marges d'action des collectivités locales. L'autonomie constitue un enjeu politique essentiel : celui d'apporter une puissance d'action et une protection de la collectivité en créant des « clairières » dans la jungle mondialisée » selon l'expression de Rüdiger Safranski.

Une partie de la littérature donne une légitimité au discours sur le poids des villes dans leur propre maîtrise énergétique. Ces travaux décrivent un véritable foisonnement d'expériences en particulier dans les politiques énergie-climat, mais ils soulignent également leur impact limité et la médiocre coordination de leurs actions. Les études menées avec Éric Verdeil mettent bien en évidence « l'urbanisation des questions énergétiques » tout en soulignant les limites de la montée en puissance des pouvoirs locaux comme acteurs politiques décisifs de la transition énergétique. Leur autonomie apparaît illusoire en raison d'une série de malentendus sur le caractère local de l'énergie, sur la bonne échelle de gestion, sur la convergence des mouvements de *rescaling* et enfin sur les mécanismes de solidarité et de redistribution qui peuvent se limiter à l'échelle locale et qui soulève des enjeux fondamentaux d'équité.

Les enjeux posés par l'énergie sont transcalaires et posent la question de la gouvernance énergétique (identifiée le plus souvent à une gouvernance multiniveaux, multi-acteurs, voire polycentrique), ainsi que celle, centrale, de l'inadéquation entre le périmètre de l'organisation du pouvoir institutionnel et l'échelle de déploiement de l'énergie.

Ce constat incite, dans un second temps, à interroger la question des échelles et de leur tiraillement entre les priorités locales et nationales. L'énergie, domaine d'action des collectivités locales, est insérée dans des compromis territoriaux dont l'énergie n'est qu'une composante. Elle s'inscrit dans des stratégies liées à l'aménagement urbain et au développement économique. Ces priorités peuvent être divergentes selon les contextes. Elles reposent sur la maîtrise des flux de matière et la circulation des modèles dans les politiques urbaines, de leurs savoirs, de leurs outils d'action.

Dans l'analyse des systèmes énergétiques, des approches mettent en évidence la concomitance des dynamiques de dilation et de contraction dans la recomposition des relations entre énergies et territoires selon la variété des formes de « glocalisation » (Hall et Soskice, 2001). Dans ces systèmes s'imbriquent les politiques nationales de régulations sectorielles, les actions des collectivités locales et les stratégies des firmes nationales ou internationales. Le développement de l'économie locale dite verte est ainsi inséré dans un réseau d'interdépendances qui n'est pas une source d'autonomie des collectivités locales face aux consortiums et aux pays extérieurs qui produisent des équipements.

L'étude des systèmes énergétiques est intéressante car elle permet de décrypter l'enchâssement complexe des composantes fixes et mobiles, matérielles et non matérielles de l'énergie ainsi que l'évolution des différentes dimensions relationnelles et territoriales de ces systèmes. À ce titre, l'énergie est aussi un révélateur du changement urbain. Ce troisième axe de réflexion permet d'analyser les dynamiques d'agglomération et de différenciation socio-spatiales. Les changements actuels ne sont ni linéaires dans le temps, ni homogènes dans l'espace. La transition énergétique recouvre ainsi deux processus concomitants, l'un sur les lieux de consommations, tendant à une lente substitution au profit d'énergies plus efficaces et moins polluantes ; l'autre favorisant la réduction de la dépendance aux énergies carbonées au profit des énergies renouvelables. Ces deux mouvements produisent une coexistence des dispositifs socio-techniques (ex. charbon de bois/panneaux photovoltaïques) et des services « hors réseaux » (écologisation high-tech, démocratisation low cost et low tech des équipements). Ces mouvements hétérogènes se développent sur différentes infra-urbaines selon des processus polycentrés, à toutes les échelles, que les modèles actuels de globalisation ne permettent pas d'interpréter. Les analyses en termes de perspective multi-niveaux assimilent en effet trop souvent les espaces urbanisés à des milieux homogènes et ne rendent pas compte de leur diversité. L'échelle urbaine ne peut par ailleurs, à elle seule, appréhender les transitions socio-techniques qui se déploient dans les espaces infra-urbains. Elle ne peut être pensée de surcroît dans un cadre historique linéaire. Les espaces urbanisés sont des lieux de couplage et d'hybridation entre des dispositifs divers, perçus comme pathologiques et transitoires alors même que la pluralité est là pour durer voire pour s'amplifier.

L'entrée énergétique invite ainsi à poser la question de la diversité des modèles, et des modèles de la diversité, qui incite à penser les différentes configurations socio-techniques à des échelles intra-urbaines. Cette réflexion invite à reformuler notre conception de l'urbain et à repenser ses échelles, ses réseaux, ses pouvoirs, pour mieux appréhender les dynamiques de changement et ce qui fait lien entre elles.

### **Intervention de William Berthomière (CNRS, UMR Migrinter)**

#### **Migrations**

L'étude des migrations dans les sciences humaines et sociales a toujours questionné l'urbain mais ces travaux sont longtemps restés en marge de la recherche urbaine. Les raisons sont multiples. L'une d'elle tient aux difficultés à définir ce champ de recherche et en particulier sa contribution au débat sur la politique de la ville. D'autres relèvent des difficultés d'accéder aux données et d'affirmer son champ de compétence (face à l'INED notamment). La France est donc en retard sur l'école américaine et sur les dispositifs de recherche initiés dans les pays du sud.

Les études sur l'immigration sont pourtant, dès les années 1980, au cœur de nouvelles recherches interdisciplinaires sur les relations entre villes et immigrations. Des équipes sous l'impulsion du CNRS se forment, dont le GRECO 13, qui ont pour objectif de travailler sur l'immigration en France et sur son insertion dans la ville. Ces recherches gagnent en « légitimité » et en reconnaissance au moment où le migrant devient un enjeu politique qui fait du « migrant un acteur ». Dès l'origine, les liens entre recherche urbaine et immigration questionnent le statut du migrant et son autonomie. Sa reconnaissance dans le champ politique et social va permettre une ouverture de la recherche sur les migrations et ses circulations. L'enjeu est de mettre en perspective des pratiques urbaines, d'interroger les modes d'habiter et d'observer les diasporas et le transnationalisme en s'ouvrant à des approches comparatives. Travailler sur l'immigration, c'est en effet s'intéresser à la circulation des modèles entre pays de sud et pays du nord, c'est comparer les effets de contexte et de lieux et décrire les stades/politiques de peuplement.

À partir des années 1980, la place des migrants dans l'espace urbain interpelle la recherche. L'enjeu scientifique est désormais de décloisonner les approches. De nouveaux champs se développent dans les années 1990 (soumis à « des effets de modes ») autour du cosmopolitisme et de la gentrification. Ces travaux s'ouvrent à l'hybridation interdisciplinaire de la recherche urbaine, éclairent l'évolution des sociétés urbaines, alimentent la réflexion sur la fabrique et sur les ambiances de la ville. Le migrant est un sujet de recherche.

L'approche méthodologique est ici fondamentale. Penser la présence des migrants dans l'espace urbain incite à croiser les échelles d'observation (espace public, rue, habitats...) et à questionner la problématique de la coprésence. Les études sur le migrant devenu acteur ouvrent sur des approches biographiques qui mettent en relation la dynamique des lieux avec celles des habitants. L'étude de l'insertion économique des migrants permet également de mettre en perspective l'évolution des flux ou encore le commerce ethnique, pour ne citer que ces exemples.

Des angles morts subsistent. Les travaux sur la gentrification ont laissé dans l'ombre les quartiers restés des quartiers d'immigration. Les recherches sur les logements d'immigrants précaires (squats, logement d'urgence...) ou sur leur santé sont peu développées. Ces angles morts renvoient en particulier aux difficultés d'accès aux sources. Ces champs à investir reposent sur une approche pluridisciplinaire des études de la ville. Ils constituent des chantiers de prospective dans le cadre du PNRU. La recherche sur le migrant dans l'espace urbain est essentielle car elle permet d'interroger la question de la proximité spatiale et de la distance sociale.

### **Discussion**

#### ***Les processus décrits sont très différents dans les échelles d'observation / ville comme un système de ressources***

L'enjeu est de ne pas opposer discipline et objets de recherche. Les interventions décrivent des processus très différents : dans le cas de la décroissance il s'agit d'un processus de retrait propre aux formes urbaines ; dans l'énergie, il est question d'intra-urbain et d'inter urbain puisque l'échelle locale est insuffisante ; les migrations rejoignent la mobilité. À propos de ces dernières, on pourrait citer l'ouvrage « Welcom to the Urban Revolution » de Jeb Brugmann qui montre comment les migrants perçoivent la

ville comme un système de ressources en reversant ainsi la perspective. Et il est vrai que l'on traite toujours des migrants *dans* la ville. (N. Blanc)

### *Danger de théoriser l'urbain à partir des mégapoles*

Les interventions de S. Jaglin et W. Berthomière ont fait ressource sur la question des relations entre villes et sur la diversité de l'urbain (les suds, les relations entre villes). Elles permettent de réinterroger la notion d'urbain généralisé. Il est frappant que dans le débat ne soit pas revenu le nom de Jennifer Robinson qui nous met en garde contre la généralisation des théories de l'urbain à partir des exemples de Los Angeles ou Paris et pas suffisamment à partir d'autres espaces urbains et d'autres modalités de vivre la ville ou les relations entre les villes. (E. Verdeil)

### *Importance des stratégies*

Derrière les questions d'objets et de processus, il a été en réalité question de stratégies. Et il ne faut pas omettre le fait que concernant les territoires se développent des stratégies qui sont des actions à caractère volontariste, qu'il s'agisse de stratégies résidentielles ou à caractère plus global, de firmes, etc. Le terme de processus recouvre parfois en réalité de telles dimensions mais il tend à effacer ce que ces dimensions ont de spécifique c'est-à-dire le territoire comme objet d'intervention. (Ch. Golblum)

### *Circulation des mots et impact du vocabulaire de l'action sur la recherche*

Toujours concernant le titre du panel, les concepts ne circulent pas uniquement d'une discipline à l'autre au sein d'un champ, l'une des particularités au sein de notre champ est de voir des termes issus de l'action circuler en tant que concept dans la discipline, par exemple la gouvernance, le développement durable. Il est nécessaire de s'interroger sur ce que ces termes impriment sur la discipline (Ch. Golblum)

### *La désurbanisation comme phénomène cyclique/temporalités longues*

À propos des « shrinking cities », il nous dit est qu'il s'agit d'un phénomène global, qui manifesterait un changement dans le système urbain. Or, en Europe ce phénomène a déjà eu lieu, au 5<sup>ème</sup> siècle les villes de l'Empire romain de l'ouest ont rétréci et disparu et d'autres ont été créées. La perception de l'épaisseur historique et des temporalités longues, est essentielle car elle éclaire le changement urbain (J. Stambouli)

### *Les multiples échelles de l'énergie*

L'énergie mobilise une industrie de réseaux, certains sont extra urbains et interurbains, comme l'eau, alors que d'autres sont plus urbains, comme le transport de personnes. (J. Stambouli)

### *Décroissance ou redistribution ?*

On n'est pas sorti de la confusion urbaine : espace urbanisé, urbanisation... Il s'agit plutôt de décroissance des espaces urbanisés que de rétraction de l'urbanisation. On est dans une redéfinition de la répartition des populations. Le phénomène de décroissance urbaine devrait être analysé dans la perspective d'une redistribution et non d'une décroissance brute. (Antoine Brès)

### *À propos de l'urbanisation généralisée*

Il est question de flux et de polarités dans les trois exposés, or il faudrait renvoyer au Manifeste de Lefebvre où est développée l'idée que derrière l'urbanisation généralisée il y a aussi une production incessante de différences. Sur la question des transports et des mobilités, une partie des économistes des transports parlent de mobilité généralisée et non d'urbanisation généralisée et cela conduit à s'interroger sur la notion de généralisation d'un processus, idée que l'on trouverait sans doute dans d'autres champs (Bernard Haumont)

## **Conclusions**

S. Fol insiste sur la diversité des contextes locaux et sur la nécessité de continuer à réfléchir sur le binôme homogénéisation et diversité ; sur le fait que la décroissance ne peut être considérée simplement comme un jeu à somme nulle, car même si elle est compensée ailleurs, le problème pour les acteurs locaux concernés est réel.

S. Jaglin souligne l'importance de penser l'hétérogénéisation et la place que cela prend dans nos modèles. Dans le cadre des politiques publiques, l'hétérogénéité est toujours pensée comme un stade intermédiaire à dépasser alors qu'elle est sans doute indépassable ; quant aux objets de recherche, l'énergie n'est pas un objet de recherche...

W. Berthomière demande vers quoi faire tendre la prospective et ce qu'on en attend ? Par rapport aux migrants, se met en place une double dynamique avec des initiatives citoyennes pour les accueillir, et en même temps des initiatives au niveau de l'État. Il faut voir comment des ministères sont en train de mobiliser la recherche pour se positionner dans les débats qui vont avoir lieu à l'échelle européenne dans le cadre des débats sur la crise migratoire ; s'interroger sur le vocabulaire et inscrire la réflexion dans une perspective historique.